



COMPTES CONSOLIDÉS AU 31 DÉCEMBRE 2010

ANNEXE

Le 1^{er} mars 2011

SOMMAIRE

*(Chiffres exprimés en millions d'euros
sauf mention contraire)*

NOTES

1.	Faits significatifs de l'exercice	p : 4
2.	Principes et méthodes comptables	p : 7
3.	Actif non courant	p : 26
4.	Actif courant	p : 36
5.	Information sur les capitaux propres consolidés	p : 40
6.	Provisions non courantes et courantes	p : 42
7.	Actif et Passif d'impôt non courant	p : 44
8.	Dettes financières non courantes et courantes	p : 46
9.	Principaux éléments de variation de l'endettement net	p : 48
10.	Passif courant	p : 49
11.	Analyse du chiffre d'affaires et autres produits de l'activité	p : 50
12.	Résultat opérationnel	p : 51
13.	Coût de l'endettement financier net / Autres produits et charges financiers	p : 52
14.	Charge d'impôt	p : 53
15.	Résultat net des activités poursuivies et résultat dilué par action	p : 54
16.	Information sectorielle	p : 55
17.	Instruments financiers	p : 59
18.	Engagements hors bilan	p : 61
19.	Effectifs, engagements envers le personnel et participation	p : 63
20.	Informations sur les parties liées et les avantages des organes d'administration et de direction	p : 66
21.	Informations complémentaires sur le tableau de flux de trésorerie	p : 67
22.	Honoraires des commissaires aux comptes	p : 68
23.	Principaux taux de conversion	p : 69
24.	Liste des principales sociétés consolidées au 31/12/2010	p : 70

Déclaration de conformité :

Au 31 décembre 2010, les états financiers consolidés du groupe Bouygues ont été préparés conformément aux normes internationales établies par l'IASB incluant : les IFRS, IAS (International Accounting Standards), complétées des interprétations formulées par les Comités SIC et IFRIC, approuvées par l'Union Européenne et applicables à cette date. Au 31 décembre 2010 le Groupe n'applique aucune norme ou interprétation par anticipation, non approuvée par l'UE.

Les comptes présentent en millions d'euros (sauf mention contraire) :

- ✓ Le Bilan,
- ✓ Le Compte de résultat et l'état des charges et produits comptabilisés,
- ✓ Le Tableau de variation des capitaux propres,
- ✓ Le Tableau des flux de trésorerie,
- ✓ L'Annexe.

Ils sont présentés comparativement avec les comptes consolidés établis au 31 décembre 2009.

1.0. FAITS SIGNIFICATIFS AU 31 DÉCEMBRE 2010

1.1. PÉRIMETRE CONSOLIDÉ AU 31 DÉCEMBRE 2010

Au 31 décembre 2010, 1 158 entités sont consolidées contre 1 236 à fin 2009 ; la réduction nette de (78) concerne principalement Bouygues Construction (SEP Travaux notamment...), Colas (sociétés d'enrobés diverses intégrées proportionnellement...) et Bouygues Immobilier (déconsolidations sur SCI / SNC...en fin de programme).

Les principales acquisitions et opérations de l'exercice 2010 sont présentées ci-après :

- ALSTOM :

A/ Dénouement de l'Option sur titres Alstom Hydro Holding :

En novembre 2009 Bouygues a exercé l'option existante sur sa participation de 50 % dans Alstom Hydro Holding, contre la remise de 4 400 000 actions Alstom. Cette opération a fait suite aux accords de création commune de cette société avec Alstom, signés en 2006.

Cette opération autorisée par la Commission Européenne le 13 janvier 2010 a été finalisée le 12 mars 2010, après obtention des derniers accords des autorités de la concurrence de certains pays, où la société exerce son activité.

L'échange de titres a porté le taux de détention Alstom à 30,8 % ; au plan comptable, cette acquisition complémentaire d'actions Alstom pour un montant de 217,5 M€ (valorisée sur la base du cours moyen de l'action Alstom au jour de l'augmentation de capital) a généré un goodwill complémentaire de 128 M€, ainsi qu'une plus-value nette consolidée de 41 M€ comptabilisée en « Autres produits Financiers ».

B/ Au 31 décembre 2010, Alstom est consolidée selon la méthode de mise en équivalence pour sa valeur nette globale d'acquisition complétée des contributions de la période au résultat ; la contribution nette prise en compte par le Groupe au titre de la quote-part de résultat net 2010, s'élève à 235 M€ après prise en compte de l'estimation d'un coût net de restructuration des activités Alstom pour (66) M€, pour la part revenant au groupe Bouygues.

L'amortissement des réestimations pratiquées sur les actifs identifiables incorporels et autres d'Alstom au compte de résultat consolidé du Groupe, s'élève à (17) M€, pour la part revenant au groupe Bouygues.

La participation est présentée au bilan sur la ligne « Entités associées » pour un montant net global de 4 366 M€, (dont 2 589 M€ de goodwill inclus).

- TF1 : INTÉGRATION DES SOCIÉTÉS TMC ET NT1 :

Le 11 juin 2010, le Groupe TF1 a pris le contrôle des sociétés TMC, TMC Régie et NT1.

Les sociétés TMC et TMC Régie, consolidées avant cette opération par intégration proportionnelle à 40%, sont désormais consolidées par intégration globale au 1^{er} juillet 2010. A compter de cette date, l'ensemble des actifs, passifs, produits et charges sont intégrés à 100% dans les comptes consolidés du Groupe. Le résultat net et les capitaux propres sont répartis entre le Groupe et les intérêts minoritaires à hauteur de leur participation respective dans ces sociétés, soit 80% pour le Groupe TF1 et 20% pour les minoritaires.

Les quotes-parts acquises en juin 2010 ont été payées en numéraire pour 195 millions d'euros.

La juste valeur des quotes-parts détenues des chaînes a été évaluée par un cabinet d'experts indépendants à 429 millions d'euros ; compte tenu du prix d'acquisition des quotes-parts acquises en 2010 de 192 millions d'euros et d'une valeur nette comptable des quotes-parts acquises antérieurement de 135 millions d'euros un produit de réévaluation de 102 millions d'euros a été comptabilisé en Autres produits opérationnels.

Les coûts d'acquisitions encourus pour la réalisation de cette opération s'élèvent à 6,5 millions d'euros ; ils sont présentés au compte de résultat, en diminution du produit de réévaluation (Autres produits opérationnels).

Après comptabilisation de ces éléments, un goodwill global provisoire de 399 millions d'euros a été pris en compte.

Dans le cadre de ce regroupement, le Groupe TF1 n'a pas opté pour une évaluation à la juste valeur des intérêts minoritaires de TMC détenus par la Principauté de Monaco (choix de la méthode du goodwill partiel). Ces intérêts minoritaires sont maintenus à leur valeur comptable après réévaluation des actifs et passifs acquis.

Traitement consolidé de la participation dans Groupe AB :

Le Groupe TF1 a conservé une participation de 33,5% dans les autres activités de Groupe AB affectée en Autres actifs financiers non courant ; il a été octroyé à l'équipe dirigeante de Groupe AB une option d'achat exerçable à tout moment jusqu'au 12 juin 2012 pour un prix de 155 millions d'euros.

En application de la norme IAS 27 et, du fait de l'octroi par le Groupe TF1 d'une option d'achat exerçable à tout moment, cette participation n'est plus consolidée par mise en équivalence, mais inscrite au bilan en Actifs financiers non courants, à sa valeur de marché, soit 155 millions d'euros.

- COLAS :
 - Acquisition de SRD :
Colas a acquis le 30 juin 2010, la société SRD (usine de production de bitume à Dunkerque) au prix de 20,5 M€
→ consolidation de l'activité du 2^{ème} semestre au compte de résultat.
 - Au 31 décembre 2010, dans un contexte de crise économique, Colas a pris en charges une dépréciation de goodwill sur les filiales d'Europe Centrale (Roumanie, Croatie, Slovaquie), pour un montant de (27) M€.

1.2. EMPRUNTS OBLIGATAIRES :

- Emission d'un emprunt obligataire en février 2010, par Bouygues, pour un montant de 500 M€ ; prix d'émission à 99,651% / taux de 4% / durée : 8 ans.

Modalité de remboursement : amortissement en totalité le 12 février 2018 par remboursement au pair.

- Dans le but d'allonger la maturité des emprunts obligataires, et profitant des conditions de marché favorables au 4^e trimestre 2010, Bouygues a émis le 29/10/2010 un emprunt obligataire d'un milliard d'euros avec un coupon à 3,641% (échéance le 29/10/2019) ; l'objet de celui-ci était notamment de procéder à l'échange des souches obligataires venant à échéance en :
 - 2013 : à hauteur de 441 M€,
 - 2014 : à hauteur de 242 M€.

1.3. CHIFFRES D'AFFAIRES CONSOLIDE 2010 :

Il s'élève à 31 225 M€, en réduction de (0,4)% par rapport à l'activité comparable 2009 à 31 353 M€.

1.4. BOUYGUES / AUGMENTATION DE CAPITAL : OPÉRATION D'ÉPARGNE SALARIALE « BOUYGUES CONFIANCE 5 » :

Une nouvelle opération d'épargne salariale a été mise en place par Bouygues du 5 au 28 novembre 2010 ; les modalités de l'opération ont été arrêtées par le Conseil d'Administration en date du 27 juillet 2010 ; l'augmentation de capital réservée aux salariés du Groupe a été réalisée le 30 décembre 2010, par l'émission de 9 838 593 actions nouvelles.

- Les caractéristiques essentielles de l'opération sont les suivantes :

• Nombre de salariés souscripteurs	30 054
• Cours de référence des titres	31,76 €
• Prix de souscription des titres (après décote de 20%)	25,41 €
• Date d'annonce du plan aux salariés	25 octobre 2010
• Montant de la décote nominale (par action) octroyée aux salariés *	6,35 €
• Juste valeur IFRS de l'avantage accordé aux salariés ayant souscrit :	7,81 €
	Pour 1 action
• Cours d'ouverture à date de l'augmentation de capital (30 décembre 2010)	32,515 €

* Prix de souscription avant décote : moyenne des cours d'ouverture des 20 séances de bourse précédant le 27 juillet 2010. (date du Conseil d'Administration).

A fin décembre 2010, la charge globale prise en compte au titre de l'opération d'épargne salariale demeure déterminée selon les méthodes et principes déjà retenus pour les opérations 2009 et 2007 ; celle-ci inclut la juste valeur de la charge calculée au titre de l'avantage octroyé aux salariés sur le prix de souscription ; elle fait partie intégrante du compte de résultat consolidé pour (7,7) M€.

1.5. FAITS SIGNIFICATIFS ET VARIATIONS DE PÉRIMÈTRE POSTÉRIEURS AU 31 DÉCEMBRE 2010

Néant.

2.0. PRINCIPES ET MÉTHODES COMPTABLES DU GROUPE

2.1. LES ACTIVITÉS DU GROUPE

Le groupe Bouygues est un groupe industriel diversifié, implanté dans plus de 80 pays.

Les métiers s'organisent autour des pôles d'activités ci-après :

a) Construction :

- Bouygues Construction (BTP, Énergies et Services),
- Bouygues Immobilier,
- Colas (Routes).

b) Télécoms – Médias :

- TF1 (Télévision),
- Bouygues Telecom (Téléphonie mobile/fixe, TV et Internet).

c) Le groupe Bouygues détient également, une participation de 30,77% dans le Groupe ALSTOM (Énergie / Transport et Transmission).

2.2. PRINCIPES DE PRÉPARATION DES ÉTATS FINANCIERS

Les états financiers du groupe Bouygues intègrent les comptes de Bouygues et de ses filiales, ainsi que les participations dans les entités associées ; ils sont présentés en millions d'euros, devise dans laquelle est traitée la majorité des opérations du Groupe ; ils intègrent également les recommandations de présentation du CNC (devenu l'ANC) n° 2009-R-03 du 2 juillet 2009, en matière d'états financiers.

Ils ont été arrêtés par le conseil d'administration en date du 1^{er} mars 2011.

Les états financiers consolidés au 31 décembre 2010 sont établis selon les normes et principes du référentiel IFRS, sur la base du coût historique, à l'exception de certains actifs / passifs financiers évalués à leur juste valeur ; ils sont présentés comparativement avec les états au 31 décembre 2009.

Au 31 décembre 2010, le groupe Bouygues a appliqué les normes, interprétations, principes et méthodes comptables existant dans les états financiers de l'exercice 2009 à l'exception des évolutions obligatoires édictées par les normes IFRS mentionnées en chapitre 2.2 ci-après, applicables au 1^{er} janvier 2010 ; ces changements n'ont pas eu d'impact significatif sur les comptes.

- *Principales normes IFRS, amendements et interprétations en vigueur au sein de l'Union Européenne, d'application obligatoire au 1^{er} janvier 2010 :*

- **IFRS 3 et IAS 27 révisées / Regroupements d'entreprises** : Norme importante en matière d'acquisitions, cessions de titres de participation... (les incidences de cette application au bilan ou au compte de résultat sur la période, sont présentées en note 1 : faits significatifs).
- **IFRIC 12 (accords de concession de services publics)** : le Groupe appliquait déjà cette interprétation dans le Groupe Colas, (contrat PFI à Portsmouth comptabilisé selon la méthode de la créance financière),

Dans le groupe Bouygues Construction, les contrats PFI sont conclus vis-à-vis de collectivités par des sociétés dans lesquelles le Groupe détient une participation généralement inférieure à 20% ; celles-ci ne sont pas consolidées, compte tenu du rôle effectivement limité du Groupe dans ces structures. Quant aux participations dans les sociétés concessionnaires, elles sont pour la plupart consolidées par mise en équivalence, ou à défaut non consolidées.

- **IFRIC 15 / Accords de Construction Immobilière** : cette interprétation ne modifie pas de manière significative les méthodes actuelles d'appréhension des résultats de l'activité promotion immobilière.
- *Principales autres normes, amendements, et interprétations essentielles, publiées par l'IASB, non encore approuvés par l'Union Européenne, applicables par anticipation au 1/1/2010.*
 - **IAS 24 R** : Informations relatives aux parties liées (1^{er} janvier 2011).
 - **IFRIC 19** : Extinction de passifs financiers au moyen d'instruments de capitaux propres (1^{er} janvier 2011).

Au 31 décembre 2010, le Groupe n'applique pas de normes, amendements, et interprétations par anticipation.

- Choix comptables / estimations dans l'évaluation de certains Actifs / Passifs / Produits et Charges :

Afin de préparer les états financiers consolidés conformément aux normes et interprétations, des estimations et des hypothèses ont parfois été faites ; elles ont pu concerner les montants présentés au titre des éléments d'actif et de passif, les passifs éventuels à la date d'établissement des états financiers, et les montants présentés au titre des produits et des charges de l'exercice.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif. Les résultats réels pourraient différer sensiblement de ces estimations en fonction d'hypothèses ou de conditions différentes.

Celles-ci concernent pour l'essentiel : l'appréciation des tests de dépréciation des Goodwill, des paiements en actions (stock-options), des avantages du personnel (indemnités de fin de carrière...), de la juste valeur des instruments financiers non cotés, des impôts différés actif, et des provisions...

Enfin, en l'absence de normes ou interprétations applicables à une transaction spécifique, à un autre événement ou une condition, le Groupe a fait usage de jugement pour définir et appliquer les méthodes comptables qui permettront d'obtenir des informations pertinentes et fiables, afin que les états financiers :

- Présentent une image fidèle de la situation financière, de la performance financière et des flux de trésorerie du Groupe,
- Traduisent la réalité économique des transactions,
- Soient neutres, prudents, et complets dans tous leurs aspects significatifs.

Dès lors, une information circonstanciée figure dans l'annexe aux comptes consolidés.

Les goodwill font l'objet d'un test de dépréciation annuel à la clôture de l'exercice, (ou en cours d'exercice s'il existe des indices de perte de valeur), afin de vérifier que la quote-part de valeur recouvrable est supérieure à la valeur comptable consolidée ; dans le cas inverse, une dépréciation peut être prise en compte (IAS 36) → voir chapitre 2.7.4 : « *Suivi de la valeur des actifs immobilisés* ».

- En note 3 (chap. 3.2) figure le tableau présentant le prix de revient consolidé des actions cotées, en regard du cours de clôture de l'action au 31/12/2010 (TF1 / Alstom / Colas).

2.3. MÉTHODES DE CONSOLIDATION

- Intégration globale :
 - Les sociétés sur lesquelles Bouygues exerce le contrôle sont consolidées par intégration globale.
 - Appréciation du contrôle exclusif sur TF1 :

Bouygues détient 43,09% du capital et des droits de vote de TF1 ; le contrôle exclusif exercé sur TF1 est fondé sur les points ci-après :

Bouygues détient de façon continue et régulière une forte majorité des droits de vote en assemblée générale des actionnaires de TF1, aucun autre actionnaire ne détient directement ou indirectement une fraction de droits de vote supérieure à celle détenue par Bouygues.

La détermination par Bouygues seule, des décisions en assemblée générale est manifeste sur une période d'au moins deux exercices successifs.

On peut y ajouter :

- Le nombre élevé de postes d'administrateurs alloués à Bouygues au sein du Conseil d'administration de TF1,
- Le rôle de Bouygues dans la nomination des principaux dirigeants de TF1.

Le contrôle exclusif exercé par Bouygues sur TF1 est ainsi établi.

- **Intégration proportionnelle : participations dans les coentreprises**

Une coentreprise est un accord contractuel en vertu duquel 2 parties ou plus, conviennent d'exercer une activité économique, sous contrôle conjoint ; les actifs / passifs, charges et produits de ces sociétés sont consolidés selon la méthode de l'intégration proportionnelle en quote-part du pourcentage de contrôle : c'est le cas notamment pour les sociétés en participation travaux de Bouygues Construction, Colas et les sociétés immobilières de Bouygues Immobilier.

- **Participations dans les sociétés associées :**

Une société associée est une société non contrôlée mais sur laquelle le Groupe exerce une influence notable ; cette dernière est présumée lorsque le Groupe dispose directement ou indirectement d'une fraction au moins égale à 20% des droits de vote de l'entité.

Les résultats, les actifs et passifs des sociétés associées sont appréciés selon la méthode de la mise en équivalence.

- Alstom : Bouygues exerce une influence notable sur Alstom compte tenu de sa participation de 30,77%, et de sa représentation par 2 administrateurs au Conseil d'administration. La rubrique « Entités associées » à l'actif du bilan inclut la valorisation comptable de cette participation (y compris goodwill).
- Conformément à IAS 39, les participations non consolidées sont comptabilisées à leur juste valeur, et font l'objet de tests d'évaluation de perte de valeur.

- **Évolution comparative du périmètre de consolidation :**

	DECEMBRE 2010	DECEMBRE 2009
Intégrations globales	882	903
Intégrations proportionnelles	217	272
Mises en équivalence	59	61
	1 158	1 236

Les principales évolutions de périmètre intervenues au cours de l'exercice période 2010 sont analysées en chapitre « Faits significatifs ».

2.4. REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Depuis le 1^{er} janvier 2010, les regroupements d'entreprises sont traités dans le cadre des normes IFRS 3 et IAS 27 révisées, qui apprécient notamment la notion de « prise de contrôle » dans l'application faite aux opérations d'acquisition ou de cession de titres ; selon le cas, les impacts sont pris en compte de résultat consolidé, ou en capitaux propres.

Dans le cadre d'un regroupement d'entreprises, la juste valeur de la contrepartie transférée est affectée aux actifs et passifs identifiables acquis. Ces derniers sont évalués à la juste valeur à la date d'acquisition et présentés au bilan selon la méthode de la réestimation totale, conformément à IFRS 3. Cette méthode consiste à réestimer les actifs et passifs acquis, pour leur juste valeur totale, (et non à hauteur de la seule quote-part d'intérêt acquise).

Lors de chaque regroupement d'entreprises, la norme IFRS 3 révisée offre le choix entre une évaluation des intérêts minoritaires :

- à la juste valeur (c'est-à-dire avec un goodwill alloué à ces derniers, méthode dite du « goodwill complet »),
- à leur quote-part dans la juste valeur des seuls actifs et passifs identifiables de la société acquise (c'est-à-dire sans goodwill affecté aux minoritaires, méthode dite du « goodwill partiel »).

La juste valeur est le montant qui peut être obtenu de la vente d'un actif ou d'une unité génératrice de trésorerie (UGT) lors d'une transaction dans des conditions de concurrence normale entre des parties bien informées et consentantes.

Dans ce contexte, le goodwill représente l'excédent résiduel du coût d'acquisition sur la part d'intérêt de l'acquéreur dans la juste valeur des actifs et passifs identifiables et des passifs éventuels évaluables de façon fiable à la date d'acquisition, les intérêts minoritaires étant, selon le choix retenu, évalués ou non à la juste valeur (comme indiqué ci-avant). Le goodwill est affecté à l'unité génératrice de trésorerie correspondante bénéficiant du regroupement d'entreprises ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissements des acquisitions (métier pour le groupe Bouygues).

Le délai d'affectation est limité à la période requise pour identifier et évaluer les actifs et passifs de l'acquire, les intérêts minoritaires, le prix payé et la juste valeur de la quote-part antérieurement acquise, sans toutefois pouvoir excéder 12 mois.

Les écarts d'acquisition négatifs sont rapportés au compte de résultat au cours de l'exercice d'acquisition.

Ultérieurement, le goodwill est évalué annuellement, à son coût, diminué des éventuelles dépréciations représentatives des pertes de valeur déterminées comme indiqué au chapitre ci-après intitulé « Suivi de la valeur des actifs immobilisés », conformément à la norme IAS 36. En cas de diminution de valeur, la dépréciation est inscrite au compte de résultat, en résultat opérationnel.

Conformément à IFRS3 R, à la date de prise de contrôle, la quote-part antérieurement détenue est réévaluée à la juste valeur, en contrepartie du résultat ; en cas de perte de contrôle, en complément du résultat de cession, la quote-part conservée est également réévaluée à la juste valeur, en contrepartie du résultat.

En cas de variation de pourcentage, sans incidence sur le contrôle, l'écart entre le prix payé ou encaissé et la valeur comptable des intérêts minoritaires est constatée directement en Capitaux propres part du Groupe. En conséquence, il n'y a pas constatation de goodwill complémentaire.

Dorénavant, les coûts directs liés au regroupement sont comptabilisés en résultat.

Les goodwill déterminés antérieurement au 1^{er} janvier 2004 restent appréciés selon la méthode de la réestimation partielle ; cette méthode consiste à limiter la réestimation des éléments identifiables à la seule quote-part de titres acquis. Les droits des minoritaires sont pris en compte sur la base de la valeur comptable des éléments, telle qu'elle ressort du bilan de l'entreprise acquise ; les normes révisées laissent le choix à l'appréciation d'un goodwill complet ou partiel (acquisitions nouvelles).

2.5. MÉTHODE DE CONVERSION DES ÉLÉMENTS EN DEVISES

2.5.1. Transactions en devises étrangères

Les transactions en devises étrangères sont converties en euro en appliquant le taux moyen de change du jour de la transaction. Les actifs et passifs monétaires libellés en devises étrangères à la date de clôture sont convertis au cours de clôture. Les écarts de conversion sont comptabilisés en produits ou en charges. Les actifs et passifs non-monétaires libellés dans une devise étrangère, comptabilisés au coût historique, sont convertis au cours de change à la date de la transaction.

2.5.2. États financiers des entités étrangères

Tous les actifs et passifs des entités consolidées dont la monnaie de fonctionnement n'est pas l'euro sont convertis au cours de clôture. Les produits et les charges sont convertis au cours de change moyen de l'exercice clôturé. Les écarts de change résultant de ce traitement et ceux résultant de la conversion des capitaux propres des filiales à l'ouverture de l'exercice en fonction des cours de clôture sont inclus sous la rubrique « Ecart de conversion » des capitaux propres consolidés. Les différences de change dégagées lors de la conversion de l'investissement net dans les filiales et dans les entreprises associées étrangères sont comptabilisées dans les capitaux propres.

2.6. MÉTHODE D'APPRÉCIATION DES IMPOSITIONS

- Les impositions différées sont constatées pour les différences entre les valeurs comptables et fiscales des éléments d'actifs et de passif. Elles résultent :
 - Des différences temporaires apparaissant lorsque la valeur comptable d'un actif ou d'un passif est différente de sa valeur fiscale. Elles sont soit :
 - Des sources d'impositions futures : (impôts différés passif) il s'agit essentiellement de produits dont l'imposition est différée... ;
 - Des sources de déductions futures : (impôts différés actif) sont concernées principalement les provisions fiscalement non déductibles temporairement notamment...
 - Des reports fiscaux déficitaires (impôts différés actif) dont il est probable qu'ils seront récupérés sur les exercices futurs.

Les impôts différés sont évalués aux taux d'impôt nationaux dont l'application est connue à la date d'arrêté des comptes, selon pays.

Les impôts différés ne font pas l'objet d'actualisation, ils sont présentés en Actifs ou Passifs non courants.

2.7. ACTIF NON COURANT

2.7.1. Immobilisations corporelles

Elles sont valorisées au coût de revient de l'acquisition sous déduction des amortissements et dépréciations cumulés. L'amortissement est comptabilisé selon le mode linéaire sur la durée prévisible d'utilisation des actifs.

Principales durées d'utilisation retenues par secteur d'activité :

	CONSTRUCTION	MEDIAS	TELECOM
- Terrains de gisements (carrières)	(1)		
- Constructions hors exploitation	10 à 40 ans	25 à 50 ans	-
- Constructions industrielles	10 à 20 ans	-	20 ans
- Installations techniques / matériels et outillages	3 à 15 ans	3 à 7 ans	5 à 10 ans
- Autres immobilisations corporelles (Matériels de transport, et de bureau)	3 à 10 ans	2 à 10 ans	

Conformément à la norme IAS 16, lorsqu'une immobilisation est structurée par composants à durée d'utilisation différente, ceux-ci sont comptabilisés et amortis comme des éléments distincts en actifs corporels.

Les profits et pertes sur cessions sont calculés par différence entre le produit de cession et la valeur nette comptable ainsi déterminée ; ils sont inclus en « Autres produits et charges d'exploitation ».

⁽¹⁾ Ces terrains sont amortis selon le rythme d'épuisement du gisement sans que la durée globale d'amortissement ne puisse excéder 40 ans (Colas).

⁽²⁾ selon type de matériels.

Les durées d'amortissement sont revues annuellement ; elles peuvent être modifiées si les attentes diffèrent des estimations précédentes.

Contrats de location :

Les contrats de locations d'immobilisations corporelles et accords contenant des contrats de locations au sens de l'interprétation IFRIC 4 pour lesquels le groupe Bouygues supporte en substance la quasi-totalité des avantages et des risques inhérents à la propriété des biens, sont considérés comme des contrats de location-financement et font à ce titre l'objet d'un retraitement. La qualification d'un contrat s'apprécie au regard des critères définis par la norme IAS 17.

Les actifs détenus en location-financement sont comptabilisés au bilan en immobilisations corporelles au plus bas de leur juste valeur et de la valeur actualisée des paiements minimaux au titre de la location, moins les amortissements cumulés et les pertes de valeur. Ces actifs sont amortis sur leur durée prévue d'utilisation (au passif la contrepartie des contrats retraités figurent en dettes financières).

Les locations simples sont présentées dans les engagements hors bilan.

• Subventions reçues :

Les subventions d'investissement reçues (notamment de l'état) sont affectées au bilan en diminution de la valeur des immobilisations concernées, et amorties au rythme de ces actifs, dès lors qu'elles sont définitivement acquises.

2.7.2. Immobilisations incorporelles

La norme IAS 38 définit l'immobilisation incorporelle comme étant un actif non monétaire identifiable, sans substance physique, et contrôlé par l'entité ; un actif est identifiable :

- S'il est séparable (loué, vendu, échangé de manière indépendante),
- Ou s'il est issu d'un droit contractuel ou légal, que ce droit soit séparable ou non.

Un actif est contrôlé :

- Si l'entité a le pouvoir d'en retirer les bénéfices économiques futurs, et d'en restreindre l'accès aux tiers.

Lorsque l'immobilisation incorporelle a une durée de vie définie, elle est amortissable. Les immobilisations à durée de vie indéfinie ne sont pas amortissables, mais font l'objet d'un test de dépréciation ; le caractère indéfini est revu à chaque clôture.

Elles comprennent :

- **Frais de développement :**

- Conformément aux principes IFRS, les frais d'établissement et les frais de recherche figurent en charges dans l'exercice de leur engagement,
- Les frais de développement sont activés lorsqu'ils satisfont aux critères de la norme IAS 38 (génération d'avantages économiques futurs, et coût évalué de façon fiable).

- **Concessions, brevets et droits assimilés :**

Ils incluent notamment pour Bouygues Telecom :

Nature des immobilisations	Mode d'amortissement	Durée
Licence UMTS (1)	linéaire	17,5 ans ⁽¹⁾
Activité FAI-IRU (et front-fees) (Droits d'usage irrévocables)	linéaire	15 ans
Logiciels / développements informatiques et bureautique	linéaire	3 à 8 ans

- ⁽¹⁾ **Licence UMTS :**

Amortissement depuis l'ouverture du réseau haut débit, le 26/5/2005.

La redevance de la licence UMTS, délivrée pour une durée de 20 ans, comporte :

- Une part fixe de 619,2 millions d'euros qui dès l'attribution de l'autorisation du 12 décembre 2002 a été inscrite en immobilisation incorporelle.
- Une part variable de 1% calculée sur le chiffre d'affaires généré par l'exploitation du réseau mobile de troisième génération, et comptabilisée en charge de période à compter de l'ouverture du réseau UMTS (novembre 2007).

2.7.3. Autres immobilisations incorporelles

Les autres immobilisations incorporelles du Groupe concernent notamment le droit au bail et les droits audiovisuels (TF1).

- **Droits audiovisuels TF1 :**

Dans cette rubrique figurent : les parts de films et de programmes audiovisuels produits ou coproduits par TF1 Films Production, TF1-Vidéo, TF1 Production et Téléma, les droits audiovisuels de distribution et de négoce de TF1 DA, TCM DA, et TF1 Entreprises ainsi que les droits musicaux détenus par Une Musique et Baxter.

Les droits audiovisuels sont comptabilisés à l'actif à leur coût historique. L'inscription en immobilisation et les modalités d'amortissement de ces droits se définissent comme suit :

Inscription en immobilisation à l'actif du bilan	Modalités d'amortissement		
	Parts coproductions cinématographiques	Droits audiovisuels Distribution / Négoce	Droits musicaux
▪ Au dernier tour de manivelle ou date du visa d'exploitation	selon recettes sur 8 ans		
▪ A la signature des contrats de distribution et / ou de négoce		Distribution = selon recettes (avec minimum linéaire à 3 ans) - négoce : Linéaire sur 5 ans	2 ans 75 % valeur brute la 1 ^{ère} année 25 % valeur brute la 2 ^{ème} année

- La modalité d'amortissement retenue pour les films coproduits par TF1 Films Production et Téléma est conforme à la pratique du secteur : amortissement en fonction des recettes respectant une dotation minimale linéaire sur 3 ans.
- Une dépréciation des droits audiovisuels est comptabilisée individuellement, le cas échéant, lorsque les prévisions de recettes futures ne couvrent pas la valeur nette comptable.

2.7.4. Suivi de la valeur des actifs immobilisés

Les tests de dépréciation de la valeur nette comptable des actifs immobilisés, sont effectués à la date de clôture en conformité avec les principes comptables du Groupe ; la valeur au bilan des actifs incorporels à durée de vie indéfinie, et des goodwill, est comparée à leur valeur recouvrable, au moins à chaque clôture comptable de fin d'exercice.

Afin de déterminer la valeur recouvrable, les actifs incorporels auxquels il n'est pas possible de rattacher directement des flux de trésorerie indépendants sont regroupés au sein de l'unité génératrice de trésorerie (U.G.T) à laquelle ils appartiennent, ou au regroupement d'U.G.T au niveau duquel est apprécié le retour sur investissement des acquisitions (métiers pour le groupe Bouygues). La valeur recouvrable de l'U.G.T est déterminée comme suit :

- a) Pour les métiers cotés en bourse, présentant une bonne liquidité : à partir du cours de bourse si celui-ci est supérieur à la valeur comptable des actifs, ce qui était le cas à la clôture comptable de l'exercice 2010 pour TF1, après prise en compte d'une prime de contrôle (14,95 € au 31 décembre 2010).
- b) Dans le cas contraire, pour les métiers Bouygues Telecom et Colas : par application de la méthode des flux de trésorerie actualisés (DCF) selon les principes essentiels suivants :
 - Les flux de trésorerie sont issus du plan d'affaires à 3 ans élaboré par la direction du métier concerné approuvé par le Conseil d'administration de l'entité et de Bouygues SA.
 - Le taux d'actualisation est déterminé en prenant pour base le coût moyen pondéré du capital en fonction du secteur d'activité concerné, en utilisant un panel de sociétés comparables.
 - La valeur terminale est calculée par sommation à l'infini des flux de trésorerie actualisés, déterminés sur la base d'un flux normatif et d'un taux de croissance à l'infini. Ce taux de croissance est en accord avec le potentiel de développement des marchés sur lesquels opère le métier concerné, ainsi qu'avec sa position concurrentielle sur ces marchés.

La valeur recouvrable des actifs de l'unité génératrice de trésorerie ainsi déterminée est ensuite comparée à leur valeur au bilan consolidé. Une dépréciation est comptabilisée, le cas échéant, si cette valeur s'avère supérieure à la valeur recouvrable. Elle est imputée en priorité à la dépréciation du goodwill existant.

- Informations sur les tests de dépréciation du goodwill, pratiqués pour Bouygues Telecom / et Colas :
 - Le calcul de la valeur recouvrable de Colas et Bouygues Telecom a été déterminé selon méthode décrite ci-avant, sur la base de projection des flux de trésorerie sur une période de 3 ans, correspondant au plan d'affaires de chacune des deux filiales.
 - Les flux de trésorerie appréciés au-delà de l'horizon de la prévision ont été extrapolés en utilisant un taux de croissance à l'infini raisonnable et spécifique au secteur d'activité.
 - Les taux d'actualisation (wacc), et taux de croissance retenus à fin 2010, sont les suivants :

	TAUX D'ACTUALISATION		TAUX DE CROISSANCE A L'INFINI
	H1*	H2*	
- BOUYGUES TELECOM	5,22%	4,69%	2%
- COLAS	7,46%	6,64%	2%

* Selon deux hypothèses de structure d'endettement : H1 = 1/3 dette – 2/3 fonds propres / H2 = 2/3 dette – 1/3 fonds propres.

- Pour ces UGT, une analyse de sensibilité du calcul à la valorisation des hypothèses clés, incluant des changements raisonnablement possibles sur ces dernières, n'a pas fait apparaître de scénario probable dans lequel la valeur recouvrable de l'UGT deviendrait inférieure à la valeur comptable des actifs testés, nécessitant alors une dépréciation de ceux-ci.

c) Entités Associées : Test de dépréciation du Goodwill (Alstom) :

Compte tenu que le goodwill inclus dans la valeur comptable d'une participation « Entreprise associée » n'est pas présenté séparément, il ne fait pas l'objet d'un test individuel de dépréciation en application des dispositions d'IAS 36 ; la valeur comptable totale de la participation fait l'objet d'un test de dépréciation, en la comparant à la valeur recouvrable déterminée comme suit :

La valeur recouvrable d'Alstom, a fait l'objet d'un test de valeur réalisé à fin décembre 2010, sur la base de prévisions établies par un panel d'analystes financiers ; l'appréciation de la valeur recouvrable ainsi déterminée (selon les deux hypothèses de structure d'endettement) reste globalement supérieure à la valeur comptable des actifs testés d'Alstom.

- Taux d'actualisation (WACC) et taux de croissance retenus au 31 décembre 2010 pour Alstom :

Taux d'actualisation		Taux de croissance appliqué sur les flux au-delà de 5 ans
H1 (a)	H2 (a)	
9,77%	8,75%	2%

(a) Selon hypothèse de structure d'endettement : H1 / H2 mentionnées ci-avant.

- En note 3.2 de l'annexe figure le tableau présentant le prix de revient consolidé des actions cotées, en regard du cours de clôture de l'action au 31 décembre 2010 (TF1 / Alstom / Colas); à cette date, aucun événement significatif ne vient remettre en cause les valeurs comptables présentées pour ces sociétés.
- **Autres actifs immobilisés** : Pour les autres actifs immobilisés notamment ceux non amortissables, il existe une dépréciation dès lors qu'un indice de perte de valeur apparaît.

2.7.5. Actifs financiers non courants

Outre les impôts différés actif affectés en actif non courant, les autres actifs financiers non-courants incluent notamment les prêts et créances rattachés ou non aux participations et des immobilisations financières diverses : dépôts et cautionnements, participations diverses dans lesquelles le Groupe n'exerce ni contrôle, ni influence notable.

Les titres de participation non consolidés sont évalués à leur juste valeur et les variations de valeur sont enregistrées dans les capitaux propres.

La juste valeur correspond au prix de marché pour les titres cotés ou à une estimation de la valeur d'utilité pour les titres non cotés, déterminée en fonction des critères financiers les plus appropriés à la situation particulière de chaque titre.

Lorsqu'il existe une indication objective de la dépréciation de ces titres, la perte cumulée comptabilisée en capitaux propres est constatée en résultat.

Les créances rattachées à des participations, les autres prêts et créances sont comptabilisés au coût amorti calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Prêts et créances à taux variable ; une réestimation périodique des flux de trésorerie traduit l'évolution des taux d'intérêt du marché et modifie le taux d'intérêt effectif et donc la valorisation du prêt ou de la créance.

Les prêts et créances font l'objet d'un suivi d'indication objective de dépréciation. Un actif financier est déprécié si sa valeur comptable est supérieure à sa valeur recouvrable estimée lors des tests de dépréciation. La perte de valeur est enregistrée en compte de résultat (voir détail en 3.2.4).

2.8. ACTIF COURANT

2.8.1. Stocks

Les stocks sont évalués à leur coût de revient (FIFO ou PMP selon activité) ou au prix du marché s'il est inférieur.

Lorsque la valeur de réalisation des stocks est inférieure à leur prix de revient, les provisions pour dépréciation nécessaires sont comptabilisées.

2.8.2. Programmes immobiliers

Les stocks de programmes immobiliers sont évalués à leur coût de revient qui comprend le prix d'acquisition des terrains, les taxes, le coût de construction et d'aménagement, le coût des V.R.D., les honoraires et frais annexes.

Les honoraires et commissions inhérents aux mandats délivrés en vue de la vente des programmes immobiliers, ainsi que l'ensemble des charges de publicité, sont traités en charges de période.

Les études préalables au lancement des opérations de promotion sont comptabilisées en stocks. Lorsque la probabilité de réalisation des opérations est faible, notamment en cas de risque de désistement ou de recours sur permis de construire, ces frais sont dépréciés par le biais de provisions.

2.8.3. Programmes et droits de diffusion (TF1)

Afin de sécuriser les grilles de programmes pour les années futures, le groupe TF1 souscrit des contrats fermes, parfois pluriannuels, d'acquisition de programmes et de droits de retransmissions sportives en vertu desquels les contreparties s'engagent à fournir les programmes et droits correspondants.

Un programme est considéré comme diffusable et inscrit en stock dès lors que les deux conditions suivantes sont réunies : l'acceptation technique (pour la production propre et la production externe) et l'ouverture des droits (pour la production externe) ; concernant les droits et les programmes pour lesquels les deux critères ci-dessus ne sont pas réunis, (œuvres non livrées, droits sportifs dont le droit de diffusion n'est ouvert que le jour de la réalisation de l'évènement,...), le Groupe considère qu'il ne contrôle pas l'actif car il ne dispose pas du droit et de la capacité de diffuser l'œuvre. Ces droits ne sont, en conséquence, pas inscrits au bilan ; les acomptes éventuels versés au titre de l'acquisition de ces droits sont enregistrés en acompte fournisseurs.

Programmes et droits de diffusion :

La rubrique « programmes et droits de diffusion » du bilan intègre :

- La production propre, constituée des émissions réalisées par les sociétés du groupe TF1 pour ses antennes,
- La production externe, constituée des droits de diffusion acquis par les chaînes du Groupe, et de la part coproducteur relative aux émissions réalisées pour le compte des chaînes du Groupe.
- Les programmes non diffusés dont les droits ont expiré font l'objet d'une « mise au rebut » comptabilisée dans le résultat opérationnel courant ; les provisions éventuellement constituées sont alors reprises.
- Les principes de valorisation des programmes et droits de diffusion sont les suivants :
 - La production propre est valorisée à son coût global de production (coûts directs augmentés d'une quote-part de frais indirects de production) ;
 - Les droits de diffusion et les coproductions sont valorisés à leur coût d'acquisition, diminué à la clôture de chaque exercice, des consommations de l'exercice et dépréciations éventuelles.

Les programmes de TF1 SA (qui constituent la part prépondérante des stocks de programmes du Groupe) sont réputés consommés lors de leur diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour une diffusion unique, ils sont consommés intégralement lors de cette diffusion. Lorsqu'ils sont acquis pour deux diffusions ou davantage, ils sont, sauf valorisation particulière dans les contrats d'acquisition, consommés de la manière suivante, selon type de programme :

Type de programmes			
	Fictions d'une durée au moins égale à 52 minutes	Films, téléfilms, séries, dessins animés	Autres programmes et droits de diffusion
1 ^{ère} diffusion	80%	50%	100%
2 ^{ème} diffusion	20%	50%	-

Les « Autres programmes et droits de diffusion » du tableau ci-dessus comprennent des programmes jeunesse (hors dessins animés), des variétés, du théâtre, des magazines / documentaires, de l'information, des sports et des fictions d'une durée unitaire inférieure à 52 minutes.

Un programme fait l'objet d'une dépréciation lorsqu'il est probable qu'il ne sera pas diffusé, ou si sa valeur contractuelle d'entrée en stock excède la valeur qui lui est attribuable en application des règles Groupe ci-dessus. La probabilité de diffusion s'apprécie en fonction des dernières grilles prévisionnelles de programmes validées par la Direction. De plus si ce droit fait l'objet d'une revente, l'éventuel écart défavorable entre sa valeur d'entrée en stock (ou le cas échéant le montant des acomptes versés) et le prix de vente obtenu ou estimé, est provisionné dès que la cession est probable.

2.8.4. Clients et comptes rattachés

Les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement ; ces créances sont le plus souvent à court terme, sans taux d'intérêt déclaré, et sont évaluées au montant de la facture d'origine sauf si l'application d'un taux d'intérêt implicite a un effet significatif.

Dans le cadre de la comptabilisation des contrats à long terme dans la méthode de l'avancement, cette rubrique inclut notamment :

- Les situations émises au fur et à mesure de l'exécution des travaux ou des prestations (situations acceptées par le maître d'ouvrage),
- Les « Facturations à établir » correspondant aux travaux mérités qui n'ont pu, pour des raisons de décalage temporaire, être facturés ou acceptés par le maître d'ouvrage.

2.8.5. Autres créances courantes

Les autres créances sont évaluées à leur valeur nominale, sous déduction des dépréciations tenant compte des possibilités effectives de recouvrement.

2.9. INSTRUMENTS FINANCIERS

Certaines structures du Groupe sont amenées à utiliser des instruments financiers de couverture dans le but de limiter l'incidence, sur leur compte de résultat, des variations de change et de taux d'intérêt. L'utilisation de ces instruments s'inscrit dans le cadre ci-après.

2.9.1. Nature des risques auxquels le Groupe est exposé

Exposition au risque de change

Globalement, le Groupe est faiblement exposé au risque de change sur les opérations commerciales courantes, dans la mesure où l'activité à l'international (Bouygues Construction et Colas principalement) ne donne pas lieu à exportation. Selon possibilités, les contrats facturés en devises donnent lieu à des dépenses dans la même devise. C'est le cas notamment pour la plupart des chantiers exécutés à l'étranger, dont la part de dépenses de sous-traitance et de fournitures en monnaie locale est prépondérante sur la part de dépenses en euros. L'exposition au risque de change se résume à la marge sur les marchés, et aux études éventuelles réalisées en France. Par ailleurs, une vigilance particulière est portée aux risques relatifs aux avoirs du Groupe en monnaies non convertibles et plus généralement aux risques « pays ».

Exposition au risque de taux

La charge financière du Groupe est peu sensible à la variation des taux d'intérêt. L'essentiel de son endettement est à taux fixe grâce à des emprunts obligataires à taux fixe et à un portefeuille d'instruments de couverture de taux permettant de transformer la dette à taux variable en dette à taux fixe.

La charge financière du Groupe ne serait que peu affectée par une fluctuation des taux d'intérêts européens ou par une évolution divergente de ceux-ci par rapport aux taux d'intérêt dans les principales devises hors de la zone euro.

Enfin, les dettes financières à taux variable figurant au bilan sont, en moyenne sur l'exercice, inférieures à la trésorerie disponible placée également à taux variable.

2.9.2. Principes communs relatifs aux instruments financiers de couverture

Les instruments utilisés sont limités aux produits suivants : achats et ventes à termes de devises, swaps de devise, achats d'options de change dans le cadre de la couverture du risque de change ; swaps de taux d'intérêt, future rate agreements, achat de caps et de tunnels dans le cadre de la couverture du risque de taux.

Ils ont pour caractéristiques :

- De n'être utilisés qu'à des fins de couverture,
- De n'être traités qu'avec des banques françaises et étrangères de premier rang,
- De ne présenter aucun risque d'illiquidité en cas de retournement éventuel.

L'utilisation de ces instruments, le choix des contreparties et plus généralement la gestion de l'exposition au risque de change et au risque de taux, font l'objet d'états de reporting spécifiques à destination des organes de direction et de contrôle des sociétés concernées.

2.9.3. Règles de couverture

En matière de risque de change

Le principe appliqué au sein du Groupe est de couvrir systématiquement les risques de change résiduels découlant des opérations commerciales. Lorsque les flux sont certains, le risque de change est couvert par des achats ou des ventes à terme, ou par des swaps de devises. Pour certains contrats importants, une couverture optionnelle peut être mise en place préalablement à l'obtention définitive de l'affaire ; si le sous-jacent de la couverture disparaît (prestation non réalisée, commande annulée...) l'opération de couverture est immédiatement dénouée.

Dans un souci de rationalisation, les positions de change de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée, et, le cas échéant, les positions symétriques peuvent être compensées (les produits dérivés de change ne sont utilisés qu'aux seules fins de couverture).

En matière de risque de taux

Le principe est de couvrir, au niveau de chaque sous-groupe, tout ou partie des actifs ou des passifs financiers dans la mesure où ces derniers présentent un caractère prévisible et récurrent.

L'objectif est de sécuriser le résultat financier futur en fixant le coût de leur dette par des swaps, des future rate agreements ou en le limitant par des caps, pour une durée liée à celle des passifs financiers à couvrir.

Comme pour le risque de change, toujours dans un but de rationalisation, les positions de taux de certaines entités du Groupe peuvent être gérées de façon centralisée et partiellement compensées.

2.9.4. Méthodes de comptabilisation

En règle générale, les instruments financiers utilisés par le Groupe font l'objet d'une comptabilité de couverture. Ainsi, ils donnent lieu à la mise en place d'une documentation de relation de couverture conformément aux dispositions de la norme IAS 39. Le Groupe procède alors suivant le cas, à deux types de comptabilisation :

- Comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture et celle de l'élément couvert sont comptabilisées de manière symétrique dans le compte de résultat,
- Comptabilisation dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie : la variation de juste valeur de l'instrument de couverture est comptabilisée en compte de résultat pour la partie non efficace et en capitaux propres (jusqu'au dénouement de l'opération) pour la partie efficace.

2.10. CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Les actions propres détenues sont imputées en déduction des capitaux propres consolidés ; aucune charge ou produit résultant de l'annulation n'affecte le compte de résultat.

Lorsque des filiales du Groupe détiennent leurs propres actions, il est constaté un complément de pourcentage d'intérêt au niveau du Groupe sur celle-ci.

Réserve de conversion

La réserve de conversion représente les écarts de change intervenus depuis le 01/01/2004, date de remise à zéro de la réserve par virement à la rubrique « Report à nouveau ».

Information sur la gestion du capital

L'objectif de la Direction Générale de Bouygues est de maintenir un niveau de capitaux propres consolidés permettant :

- De conserver un ratio endettement net / capitaux propres raisonnable,
- De distribuer un dividende régulier aux actionnaires.

Ce niveau peut toutefois varier sur une période limitée, en particulier si un investissement présentant un intérêt stratégique fort pour le Groupe se présentait.

A cette fin, le plan d'affaires constitue un des outils de pilotage du Groupe permettant à la société mère d'appréhender la situation de chacun des métiers comme de l'ensemble du Groupe, et son incidence sur les capitaux propres consolidés.

Dans la ligne des principes énoncés ci-dessus, le Groupe laisse une certaine autonomie aux filiales des métiers et à leur société mère pour gérer leurs capitaux propres en fonction de leurs objectifs et besoins, dans la mesure où les activités variées des métiers nécessitent des niveaux de capitaux propres qui peuvent être différents.

Par endettement net, le Groupe entend l'ensemble des dettes financières, y compris instruments financiers passifs liés aux dettes et placements financiers, minoré de la trésorerie et équivalents de trésorerie, et des instruments financiers liés.

2. 11. PASSIF NON COURANT

2. 11. 1. Dettes financières non courantes (part à plus d'un an)

A l'exception des instruments dérivés constituant des passifs qui sont évalués à la juste valeur, les emprunts et autres passifs financiers sont évalués au coût amorti, calculé à l'aide du taux d'intérêt effectif (TIE).

Les frais de transaction qui sont directement attribuables à l'acquisition ou à l'émission d'un passif financier viennent en diminution de ce passif financier. Ces frais sont ensuite amortis actuariellement sur la durée de vie du passif selon la méthode du TIE.

La fraction à moins d'un an des dettes financières est présentée en passif courant.

2. 11. 2. Provisions non courantes

Conformément à la norme IAS 37 « Provisions, passifs éventuels et actifs éventuels » des provisions sont comptabilisées, à la clôture de l'exercice lorsqu'il existe une obligation du Groupe à l'égard d'un tiers résultant d'un événement passé dont il est probable que le règlement se traduise pour l'entreprise par une sortie nette de ressources représentatives d'avantages économiques.

Le montant figurant en provisions correspond à la meilleure estimation par le Groupe de la sortie nette de ressources.

En général ces provisions ne sont pas liées au cycle normal d'exploitation des entreprises (cf. provisions courantes).

Les provisions non courantes incluent pour l'essentiel :

- Les provisions constituées dans le cadre des garanties biennales et décennales relatives aux marchés de travaux de construction, pour la quote-part de risques, non couverte par les assurances, restant à la charge des entreprises ; ces provisions sont constituées au fur et à mesure de la prise en compte des produits, selon des données statistiques déterminées par référence à l'expérience acquise en ce domaine sur une longue durée,
- Les provisions relatives aux risques fiscaux, amendes du Conseil de la concurrence,
- Les provisions destinées à couvrir les litiges, contentieux et aléas prévisibles des activités du Groupe, notamment à l'étranger, tels que repli définitif des chantiers, risques et charges divers,
- Provisions pour frais de remise en état des sites, et coûts de démantèlement (carrières...).

Les coûts encourus du fait de l'obligation contractuelle incombant à l'entreprise en raison d'une dégradation immédiate de l'environnement, font l'objet d'une provision.

- Avantages du personnel :
 - Les provisions pour médailles du travail.
 - Les provisions créées au titre des indemnités de fin de carrière, à percevoir par les salariés le jour de leur départ en retraite.

Le calcul de la provision est établi selon la « méthode rétrospective en droits projetés à la date prévisionnelle de départ en retraite, avec salaire de fin de carrière ». L'évaluation sur la base conventionnelle à chaque métier tient compte :

- ✓ Du statut, de l'âge et de l'ancienneté acquise par les différentes catégories de personnel,
 - ✓ Du taux de rotation calculé selon la moyenne des sorties par métier, tranches d'âge et catégories,
 - ✓ Des salaires et appointements moyens incluant primes, gratifications et avantages en nature, majorés d'un coefficient de charges sociales patronales en vigueur,
 - ✓ D'un taux de revalorisation du salaire de fin de carrière,
 - ✓ D'un taux d'actualisation de l'engagement de fin de carrière, projeté à la date de départ en retraite,
 - ✓ D'un calcul d'espérance de vie déterminé par référence aux tables de survie.
- Provisions pour pensions à verser (selon pays et modalités applicatives).

Pour couvrir leurs engagements en matière de pensions à percevoir par les salariés après leur départ en retraite, les sociétés du Groupe effectuent des versements réguliers auprès d'organismes externes : caisses de retraite publiques ou privées, et compagnies d'assurance (régimes à cotisations définies). Il subsiste toutefois, (dans le groupe Colas notamment), quelques régimes à prestations définies (Royaume Uni, Irlande, Canada) ; ces régimes (fonds de pensions) ne concernent qu'un nombre limité de salariés, puisqu'il a été décidé il y a quelques années que ces fonds n'accueilleraient plus de nouveaux cotisants du Groupe ; à fin d'exercice, la juste valeur des actifs de couverture de ces régimes de pensions n'a pas entraîné de dépréciation significative dans les comptes du Groupe.

- Les hypothèses actuarielles utilisées pour évaluer la valeur actuelle de l'obligation et le coût des services rendus au cours de l'exercice, au titre des prestations définies, reflète la meilleure estimation des variables qui détermineront le coût final des avantages évalués ; elles sont cohérentes entre elles ; le taux d'actualisation est déterminé par rapport au taux de marché attendu à la date de clôture, en considérant le calendrier estimé des versements de prestations ; le taux d'actualisation de l'engagement est déterminé par référence au taux de marché, à la date de clôture, fondé sur les obligations d'entreprises de 1^{ère} catégorie.

Le Groupe affecte en capitaux propres consolidés, la variation des droits résultant des évolutions sur hypothèses actuarielles au titre des indemnités de fin de carrière et des pensions à verser.

2. 12. PASSIF COURANT

2. 12. 1 Avances et acomptes reçus sur commandes

Ils comprennent les avances et acomptes reçus des clients au titre d'acomptes ou d'avances de démarrage des marchés travaux.

2. 12. 2. Provisions courantes

- Provisions liées au cycle normal d'exploitation des métiers. Elles comprennent pour l'essentiel :
 - ✓ Provisions pour risques chantiers travaux, SEP...,
 - ✓ Provisions pour restructuration,
- Provisions pour pertes à terminaison de fin de contrats :
Elles concernent les chantiers en cours de réalisation et prennent en compte notamment les réclamations acceptées par le client ; elles sont évaluées chantier par chantier, sans compensation.

2. 12. 3. Fournisseurs et autres crédateurs courants

En raison de leur caractère à court terme, les valeurs comptables retenues dans les comptes consolidés sont des estimations raisonnables de leur valeur de marché.

2. 13. COMPTE DE RÉSULTAT

Comme le permet la norme IAS 1 : « Présentation des états financiers », le Groupe présente le compte de résultat par nature. Le Groupe a appliqué la recommandation du CNC (devenu ANC) 2009-R-03 du 2 juillet 2009 pour la présentation du compte de résultat ; le compte de résultat par destination est présenté en annexe : note 16.

2. 13. 1. Définition des produits de l'activité

Les produits de l'activité du Groupe sont reconnus dès lors que :

- Les avantages économiques résultant de la transaction bénéficieront au Groupe de manière probable,
- Le montant des revenus peut être mesuré de manière fiable,
- A la date de la transaction, il est probable que le montant de la vente sera recouvré.

Bouygues Telecom :

- Le chiffre d'affaires de Bouygues Telecom est constitué de prestations de service de ventes de terminaux et d'accessoires.

- Prestations de services :

La facturation des forfaits et des services commerciaux (mobile et fixe) est établie terme à échoir, soit avec un mois d'avance, elle est constatée en chiffre d'affaires *pro rata temporis*.

Le chiffre d'affaires relatif aux communications hors forfait, au roaming et à l'interconnexion est enregistré sur la période de consommation.

Les prestations effectuées pour le compte des éditeurs de contenu concernant les services SMS+, numéros spéciaux et i-mode, ne figurent pas dans les produits et charges de l'exercice ; seule la marge représentant les peines et soins figure en chiffre d'affaires.

- Ventes de terminaux et accessoires :

Les ventes de terminaux et de cartes SIM sont comptabilisées au fur et à mesure des ventes aux distributeurs, et la marge correspondante est neutralisée jusqu'à l'activation de la ligne du client.

- Les coûts d'acquisition et de renouvellement des contrats clients sont comptabilisés dans le résultat de l'exercice au cours duquel ils sont encourus.

- Rémunération des distributeurs :

L'ensemble des rémunérations des distributeurs est comptabilisé en charges.

- Programme de fidélisation clients « Grand public » :

Le client Grand Public cumule un certain nombre de points au fur et à mesure de sa facturation ; le client pourra, par la suite, utiliser les points ainsi acquis pour obtenir le renouvellement de son terminal téléphonique à condition de se réengager pour une durée minimale de 12 mois.

En vertu de l'interprétation IFRIC 13 (§ AG1 à AG3), la société Bouygues Telecom a procédé à l'évaluation de la juste valeur des points-fidélité attribués dans le cadre du programme de fidélisation à destination des clients « Grand Public » ; aucun chiffre d'affaires à ce titre n'a été différé.

2. 13. 2. Comptabilisation des contrats à long terme

Activités de construction

L'ensemble des activités relatives à des contrats de construction est traitée selon la méthode dite à « l'avancement » :

Le produit pris en compte à l'avancement correspond au prix de vente avancé, calculé sur la base de la dernière estimation du prix de vente total du contrat multiplié par le taux d'avancement réel du chantier. Ce taux d'avancement est déterminé en fonction de l'avancement physique des travaux. La dernière estimation du prix de vente total du contrat prend en compte, notamment, les réclamations acceptées par le client, ou hautement probables.

Les contrats dégagant une perte finale probable font l'objet d'une provision pour perte à terminaison, inscrite au passif du bilan sous la rubrique « Provisions courantes ». La perte est provisionnée en totalité dès qu'elle est connue et estimée de manière fiable, quel que soit le degré d'avancement.

Activité immobilière

- Comptabilisation des opérations immobilières :

Le chiffre d'affaires et le résultat sont appréhendés selon la méthode de l'avancement, lorsque les conditions suivantes sont remplies :

- Permis de construire purgé de tous recours ;
- Vente notariée, ou contrat de promotion, signé(e) avec le client ;
- Marché travaux signé avec l'entrepreneur (ordre de service donné).

Le taux d'avancement est déterminé sur la base du coût des travaux comptabilisés par rapport aux coûts prévisionnels de l'opération.

Des charges à payer pour finition de programmes immobiliers sont prises en compte, sur ce type de transactions, en fonction de leur stade d'avancement ; les dépenses résiduelles des opérations livrées figurent également en « Dettes fournisseurs et comptes rattachés ».

Les coûts de structure, (y compris la force de vente et l'ensemble des charges de publicité), sont traités en charge de période.

2. 13. 3. Résultats sur opérations faites en commun

Ces résultats sont présentés en rubrique : Autres Produits et Charges d'exploitation ; ils correspondent à la quote-part de résultats, provenant de sociétés non consolidées, liés à l'exploitation des postes de fabrication de produits routiers ou asphaltiques ; ils font partie intégrante du résultat opérationnel courant.

2. 13. 4. Paiement en actions

Conformément aux dispositions de la norme IFRS 2, les options de souscription d'actions consenties aux mandataires sociaux ou à des salariés du Groupe, sont comptabilisées dans les états financiers selon modalités suivantes : la juste valeur des options attribuées (correspondant à la juste valeur des services rendus par les employés en contrepartie des options reçues) est comptabilisée en charges de personnel en contrepartie d'une augmentation des capitaux propres.

Cette charge de personnel est évaluée à la date d'attribution des options à partir du modèle de Black & Scholes. Elle fait l'objet d'un étalement sur la durée d'acquisition des droits.

2. 14. TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE

Il est présenté selon IAS 7 et la recommandation CNC 2009-R-03 du 2 juillet 2009 (en méthode indirecte).

Le résultat net des sociétés intégrées est corrigé des effets des transactions sans incidence de trésorerie, et des éléments de produits ou charges liés aux flux d'investissement ou de financement.

- Capacité d'autofinancement :

Elle se définit comme suit :

Résultat net consolidé des sociétés intégrées avant : dotations nettes aux amortissements et provisions / résultat sur cessions d'actifs / coût de l'endettement financier net (CEFN), et charge d'impôts de l'exercice (le CEFN figure en flux des opérations de financement sur le tableau des flux).

La trésorerie du Groupe, dont la variation est analysée dans le tableau des flux, est définie comme étant le solde net des rubriques du bilan ci-après :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie,
- Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque.

2. 15. AUTRES INDICATEURS FINANCIERS

2. 15. 1. EBITDA

Résultat opérationnel courant corrigé des dotations nettes aux amortissements / provisions, et dépréciations. (après reprises sur provisions / dépréciations utilisées ou non).

2. 15. 2. Cash flow libre

Il est égal à la capacité d'autofinancement (déterminée après coût de l'endettement financier et charge nette d'impôt de l'exercice, et avant variation du besoin en fonds de roulement) diminuée des investissements nets d'exploitation de l'exercice.

2. 15. 3. Endettement financier net

Il résulte des rubriques ci-après :

- Trésorerie et équivalents de trésorerie,
- Soldes créditeurs de banque,
- Dettes financières non courantes et courantes,
- Instruments financiers (couverture des dettes financières appréciées en juste valeur).

2. 16. ÉTAT DES PRODUITS ET CHARGES COMPTABILISÉS

Le groupe présente l'état des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres ; il fait apparaître un résultat net comparatif incluant les charges et produits concernés.

2. 17. COMPARABILITÉ DES ÉTATS FINANCIERS

Les variations de périmètre de l'exercice, n'ont pas d'impact significatif sur les états financiers présentés au 31 décembre 2010, et ne font pas obstacle à la comparaison avec les états financiers établis au 31 décembre 2009 (après cession Finagection intervenue à fin 2009).

3.1 Synthèse des investissements consolidés nets de l'exercice (exploitation et financier)

	2010	2009
Immobilisations corporelles	1377	1 219
Immobilisations incorporelles	130	146
Investissements opérationnels	1507	1365
Actifs financiers non courants (titres consolidés, participations non consolidées et autres titres immobilisés)	494	62
Investissements consolidés	2001	1427
Cessions d'actifs non courants	(323)	(904)
Investissements nets	1678^(a)	523

(a) - dont investissements nets : Bouygues Telecom = 681, Colas = 500
- TF1 : acquisition TMC/NT1 : 195

L'actif non courant détaillé par métier figure en note 16 : "Information sectorielle"

3.2 Actif non courant : analyse des variations nettes de l'exercice

3.2.1 Immobilisations corporelles

6 159

Brut	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
01/01/2009	1 925	9 534	2 225	449	14 133
Flux 2009					
Écarts de conversion	8	25	6		39
Changements de périmètre	(133)	(197)	(106)	(73)	(509)
Investissements de l'exercice	56	612	260	291	1 219
Cessions, virements et divers	4	(194)	(97)	(297)	(584)
31/12/2009	1 860	9 780	2 288	370	14 298
dont locations financement	24	107	92		223
Flux 2010					
Écarts de conversion	35	117	34	1	187
Changements de périmètre	(23)	121	12	18	128
Investissements de l'exercice	62	691	293	331	1 377 ^(a)
Cessions, virements et divers	(11)	(396)	(97)	(289)	(793)
31/12/2010	1 923	10 313	2 530	431	15 197
dont locations financement	24	109	82		215

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
01/01/2009	(616)	(5 922)	(1 475)		(8 013)
Flux 2009					
Écarts de conversion	(2)	(11)	(4)		(17)
Changements de périmètre	51	117	84		252
Dotations et reprises	(70)	(849)	(257)		(1 176)
Cessions et réductions diverses	16	447	120		583
31/12/2009	(621)	(6 218)	(1 532)		(8 371)
dont locations financement	(9)	(65)	(81)		(155)
Flux 2010					
Écarts de conversion	(11)	(69)	(21)		(101)
Changements de périmètre	30	(104)	(10)		(84)
Dotations et reprises	(68)	(872)	(277)		(1 217)
Cessions, virements et divers	21	540	174		735
31/12/2010	(649)	(6 723)	(1 666)		(9 038)
dont locations financement	(9)	(60)	(74)		(143)

Net	Terrains et constructions	Installations, matériels et outillages	Autres immobilisations corporelles	Immobilisations en cours et avances versées sur commandes	Total
31/12/2009	1 239	3 562	756	370	5 927
dont locations financement	15	42	11		68
31/12/2010	1 274	3 590	864	431	6 159
dont locations financement	15	49	8		72

(a) dont Bouygues Telecom +623 : investissement réseau mobile pour +396 et Colas : +499.

Les immobilisations incorporelles et corporelles nettes ainsi que les investissements d'exploitation par métier et zone géographique sont détaillés en note 16 : "Information sectorielle".

. Engagements d'exploitation avec contrepartie non encore comptabilisés :

	à moins d'un an	Échéances un à cinq ans	à plus de cinq ans	Total 2010	Total 2009
Colas : commandes en cours de matériels	42	40		82	35
Bouygues Telecom : Commandes en cours d'immobilisations (équipements de réseaux)	232	43		275	178
Total	274	83		357	213

3.2.2 Immobilisations incorporelles

990

- Valeur nette en évolution de 2

Brut	Frais de développement (a)	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
01/01/2009	203	1 190	1 360	2 753
Flux 2009				
Écarts de conversion	0	0	1	1
Changements de périmètre	0	(9)	(48)	(57)
Investissements	22	68	54	144
Cessions, virements et divers	(5)	(22)	(10)	(37)
31/12/2009	220	1 227	1 357	2 804
Flux 2010				
Écarts de conversion	0	2	2	4
Changements de périmètre	0	33	7	40
Investissements	7	65	54	126
Cessions, virements et divers	26	(49)	(66)	(89)
31/12/2010	253	1 278	1 354	2 885

Amortissements, dépréciations et pertes de valeur	Frais de développement (a)	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
01/01/2009	(148)	(425)	(1 084)	(1 657)
Flux 2009				
Écarts de conversion	0	0	0	0
Changements de périmètre	0	0	17	17
Dotations et reprises	(27)	(89)	(84)	(200)
Cessions, virements et divers	5	3	16	24
31/12/2009	(170)	(511)	(1 135)	(1 816)
Flux 2010				
Écarts de conversion	0	(1)	(1)	(2)
Changements de périmètre	0	(2)	(4)	(6)
Dotations et reprises	(11)	(104)	(56)	(171)
Cessions, virements et divers	(25)	66	59	100
31/12/2010	(206)	(552)	(1 137)	(1 895)

- Détail de la valeur nette par nature :

Net	Frais de développement (a)	Concessions, brevets et droits assimilés	Autres immobilisations incorporelles	Total
31/12/2009	50	716	222	988
31/12/2010	47	726^(b)	217	990

(a) - Frais de développement :

- les frais de développement sur logiciels sont généralement activés (Bouygues Télécom pour l'essentiel)
- les frais de développement ayant un caractère permanent et récurrent ne répondant pas aux conditions d'activation imposées par IAS 38 sont pris en charges (principalement COLAS)

(b) dont Bouygues Telecom / licence UMTS (net) = 418

Evolution de la valeur nette au 31 décembre 2010 : 375 (entités intégrées uniquement / mises en équivalence voir "Entités associées")

	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette
01/01/2009	5 200	(43)	5 157
Flux 2009			
Changements de périmètre	(19)	9	(10)
Dotations		(2)	(2)
Autres mouvements (change et autres)	9	2	11
31/12/2009	5 190	(34)	5 156
Flux 2010			
Changements de périmètre	392	(1)	391
Dotations		(47)	(47)
Autres mouvements (change et autres)	29	2	31
31/12/2010	5 611 (a)	(80)	5 531

(a) Dont TMC et NT1 pour 399 à fin 2010 (dont flux de l'exercice = 384).

Répartition du goodwill par unité génératrice de trésorerie (UGT)

UGT	31/12/2010		31/12/2009	
	Total	% Bouygues ou filiales	Total	% Bouygues ou filiales
Bouygues Construction (a)	347	99,97	326	99,97
Colas (b)	1 063	96,62	1 086	96,62
TF1 (b)	1 468	43,09	1 091	43,02
Bouygues Telecom (b)	2 651	89,55	2 651	89,55
Autres activités	2		2	
Total Bouygues	5 531		5 156	

(a) goodwill sur filiales acquises par le métier uniquement

(b) goodwill sur acquisitions par le métier et sur acquisitions réalisées au niveau Bouygues SA sur l'UGT.

Valeur comptable consolidée des actions cotées au 31 décembre 2010 (en euros)

	Valeur comptable consolidée par action	Cours de clôture de l'action au 31/12/2010 (a)
TF1	13,46 ^(b)	13,00
Colas	95,07	144,94
Alstom	49,48	35,81

Au 31 décembre 2010, les tests de dépréciation ont été réalisés selon méthodologie décrite en note 2 ; ils ne font pas apparaître de valeur recouvrable de l'UGT devenant inférieure à la valeur comptable des actifs testés.

(a) hors évaluation d'une prime de contrôle (TF1 / Colas)

(b) 14,95 euros après prise en compte d'une prime de contrôle

3.2.4 Autres actifs financiers non courants

5 940

Ils incluent :

- les entités associées (mises en équivalence) pour 5 020 ;
- les autres actifs financiers non courants (prêts, créances, titres non consolidés ...) ;
- les impôts différés actif et créances fiscales à long terme.

	Valeur brute			Total valeur brute	Amortissements et dépréciations	Valeur nette	Actifs d'impôts différés non courants
	Entités associées (a)	Autres actifs non courants Participations non consolidées	Autres actifs non courants				
01/01/2009	4 747	311	1 197	6 255	(204)	6 051	246
Flux 2009							
Changements de périmètre	31	(33)	156	154	(9)	145	(9)
Investissements / augmentations diverses	408	14	68	490		490	
Dotations / reprises					2	2	
Cessions et réductions diverses	(138)	(15)	(927)	(1 080)		(1 080)	
Virements de rubriques et autres affectations (capitaux propres, ...)	(86)	(1)	(163)	(250)	(2)	(252)	36
31/12/2009	4 962	276	331	5 569	(213)	5 356	273
Amortissements et dépréciations	(5)	(135)	(73)	(213)			
Valeur nette	4 957	141	258	5 356			273
Flux 2010							
Changements de périmètre	(97)	11	1	(85)	(7)	(92)	22
Investissements / augmentations diverses	345	22	111	478		478	
Dotations / reprises					(11)	(11)	
Cessions et réductions diverses	(157)	(10)	(82)	(249)		(249)	
Virements de rubriques et autres affectations (capitaux propres, ...)	(b) (25)	168	57	200	(3)	197	(34)
31/12/2010	5 028	467	418	5 913	(234)	5 679	261
Amortissements et dépréciations	(8)	(138)	(88)	(234)			
Valeur nette	5 020	329	330	5 679			261

5 940

(a) y compris goodwill sur entités associées : 2 753

(b) concerne pour l'essentiel les écarts actuariels sur provision IFC Alstom (dont variation réserve de conversion : 32).

3.2.4.1 Participations dans les entités associées

5 020

Détail des composantes de la valorisation au 31/12/2010	Quote-part s/ capitaux propres	Quote-part résultat exercice	Goodwill sur entités associées	Valeur nette
01/01/2009	1 590	357	2 795	4 742
Flux 2009				
Ecart de conversion	(9)			(9)
Investissements / augmentations de capital	25		21	46
Résultat de l'exercice		393		393
Dotations				
Affectation du résultat n-1 / cessions, virements et divers	142	(357)		(215)
31/12/2009	1 748	393	2 816	4 957
Flux 2010				
Ecart de conversion	32			32
Investissements et augmentation de capital	94		126 (b)	220
Résultat de l'exercice		281		281
Dotations			(3)	(3)
Affectation du résultat n-1 / cessions, virements et divers	112	(393)	(186)	(467)
31/12/2010	1 986	281	2 753	5 020 (a)

(a) dont : - Alstom = 4 366 (voir ci-après)
- Cofiroute (Colas) = 490

(b) dont : - Alstom = 126 (complément sur acquisitions 2010)

Le groupe Bouygues détient des participations dans des entreprises associées dont la liste est fournie en note 24 (liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2010).

Principales entités associées

	31/12/2009	Flux nets 2010	31/12/2010	Dont quote-part de résultats
Alstom	4 054	312	4 366 (b)	218 (a)
BTP				
Sociétés concessionnaires d'ouvrages	77	(15)	62	(8)
Filiales diverses	4	1	5	(2)
Routes				
Cofiroute	469	21	490	52
Filiales diverses	57	8	65	16
Média	275	(261)	14	6
Autres filiales	21	(3)	18	(4)
Total	4 957	63	5 020	278

(a) contribution nette d'amortissement de survaleur 2010 pour (17)

(b) dont goodwill global = 2 589

Pour les deux principales entités associées, les montants globalisés au titre des principaux actifs, passifs, produits et de charges sont donnés ci-après :

Montants exprimés à 100 %	31/12/2010	
	Alstom (a)	Cofiroute
Actif non courant	11 753	5 841
Actif courant	17 423	568
Total actif	29 176	6 409
Capitaux propres	3 989	2 150
Passif non courant	5 047	3 726
Passif courant	20 140	533
Total passif	29 176	6 409
Chiffre d'affaires	10 432	1 292
Résultat opérationnel courant	763	584
Résultat net	416	312
Résultat net part du groupe	401	312

Montants exprimés à 100 %	31/12/2009	
	Alstom (b)	Cofiroute
Actif non courant	8 898	5 934
Actif courant	17 080	498
Total actif	25 978	6 432
Capitaux propres	4 101	2 022
Passif non courant	3 888	3 720
Passif courant	17 989	690
Total passif	25 978	6 432
Chiffre d'affaires	19 650	1 284
Résultat opérationnel courant	1 779	593
Résultat net	1 205	312
Résultat net part du groupe	1 217	312

(a) états financiers du 1^{er} semestre 2010 publiés au 30 septembre 2010 par Alstom (clôture annuelle au 31 mars)

(b) états financiers au 31 mars 2010

Principales participations non consolidées nettes au 31 décembre 2010

Participations	31/12/2010				31/12/2009				
	Valeur brute	Dépréciation	Valeur nette	% de détention	Total Actif	Total passif courant et non courant	Total chiffre d'affaires	Résultat net	Valeur nette
Sociétés françaises									
Groupe AB (option de vente)	155 (a)		155	33,5%					
Sofica valor	13		13	71,6%					8
Sylver	4		4	49,0%					4
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) (b)	14	(2)	12						13
Sous-total	186	(2)	184						25
Sociétés étrangères									
IEC Investments (Hong-Kong)	53		53	15,0%	158	17	20	(21)	49
Socoprim (Côte d'Ivoire)	13		13	64,0%	23	1			14
A1- International (Pays-Bas)	13	(13)		50,0%					
Bombela (Afrique du sud)	9		9	17,0%	473	459	2		9
CCIB (Roumanie)	6	(6)		22,0%					
VSL corporation (États-Unis)	22	(22)		100,0%					
Wikio	4		4	13,2%					
Sociétés d'enrobés ou de liants (Colas) (b)	2	(1)	1						1
Sous-total	122	(42)	80						73
Filiales et participations diverses	159	(94)	65						43
Total	467	(138)	329						141

(a) Principale variation de l'exercice 2010

(b) Les informations sur les "Enrobés asphaltiques de Colas" et les "filiales et participations diverses françaises et étrangères" ne sont pas détaillées : elles regroupent un grand nombre de sociétés (non significatives au plan individuel).

Autres actifs financiers non courants

330

Ces actifs incluent les principales natures ci-après :

- créances rattachées à des participations	85	
- prêts et créances immobilisés	102	
- autres immobilisations financières :	143	
- dépôts et cautionnements		124
- autres titres immobilisés		19 ^(a)

(a) principales valeurs figurant en "Autres titres immobilisés" :

- fonds communs de placement	10	
- montants divers inférieurs unitairement à 2 millions d'euros	9	
	<hr/>	19

	Evaluation à la juste valeur			Total
	Actifs financiers disponibles à la vente	Autres actifs financiers évalués à la juste valeur	Prêts et créances	
	(a)	(b)	(c)	
31/12/2009	180	4	215	399
Flux 2010	26	157 ^(d)	77 ^(e)	260
31/12/2010	206	161	292	659
Échéance à moins d'1 an	10		13	23
Échéance entre 1 et 5 ans	1	155	73	229
Échéance supérieure à 5 ans	195	6	206	407

(a) impact de réestimation affecté en capitaux propres

(b) l'incidence de variation de la juste valeur est affectée au compte de résultat

(c) comptabilisation au coût amorti

(d) dont Groupe AB (Option de vente) : désigné initialement comme étant à la juste valeur.

(e) y compris créances financières sur activité de PPP (partenariat Public/Privé).

Participations dans les coentreprises

Le groupe Bouygues détient plusieurs participations dans des coentreprises dont la liste est fournie en note 24 (liste détaillée du périmètre au 31 décembre 2010).

Montants cumulés inclus à l'actif / passif et au compte de résultat :

Quote-part Bouygues dans les coentreprises	31/12/2010	31/12/2009
Actif non courant	183	147
Actif courant	941	712
Total actif	1 124	859
Capitaux propres	(136)	(62)
Passif non courant	136	158
Passif courant	1 124	763
Total passif	1 124	859
Chiffre d'affaires	1 181	1 230
Résultat opérationnel	13	(48)
Résultat net	11	(50)

3.2.5 Actifs d'impôts non courants

261

Voir détail en note 7

4.1 Stocks

2 680

Stocks	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation ^(a)	Net	Brut	Dépréciation ^(a)	Net
Stocks de promotion immobilière	1 338	(112)	1 226 ^(b)	1 483	(117)	1 366
Stocks de matières premières et produits finis	877	(41)	836	757	(32)	725
Programmes et droits de diffusion (TF1)	771	(153)	618	746	(157)	589
Total	2 986	(306)	2 680	2 986	(306)	2 680

(a) dont :	Dotations	(76)			(130)	
	Reprises	90			133	

(b) dont Bouygues Immobilier : immeubles en cours = 889, immeubles achevés = 240

Engagements d'exploitation avec contrepartie non encore comptabilisés :

• **TF1 : Grilles de programmes des années futures.**

L'échéancier des contrats d'acquisition de droits de diffusion et de droits de retransmissions sportives est le suivant :

	Échéances			Total 2010	Total 2009
	à moins d'un an	d'un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Programmes et droits de télédiffusion (a)	531	925	149	1 605	1 524
Droits de retransmissions sportives	220	406	10	636	527
Total	751	1 331	159	2 241	2 051

(a) 2010 : une partie de ces contrats est libellée en devises : 16,8 millions d'euros en CHF, 9,6 millions d'euros en GBP, 472,6 millions d'euros en USD.

• **Bouygues Immobilier :**

	Échéances			Total 2010	Total 2009
	à moins d'un an	d'un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Engagements d'exploitation réciproques, hors bilan, portant sur les acquisitions d'assiettes foncières	251	18		269	191

• **Bouygues Telecom :**

	Échéances			Total 2010	Total 2009
	à moins d'un an	d'un à cinq ans	à plus de cinq ans		
Sécurisation des approvisionnements de terminaux	156			156	219

4.2 Avances et acomptes versés sur commandes

396

	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Avances et acomptes versés sur commandes	410	(14)	396	421	(21)	400

4.3 Clients / actif d'impôts / autres créances

8 283

	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Créances clients et comptes rattachés (clients, factures à établir)	6 624	(457)	6 167	6 509	(377)	6 132
Actifs d'impôts courants (créances fiscales)	136	(2)	134	73	(2)	71
Autres créances et comptes de régularisation :						
- Autres créances opérationnelles (personnel, organismes sociaux, Etat et autres créances)	1 292	(76)	1 216	1 426	(60)	1 366
- Créances diverses	630	(81)	549	536	(83)	453
- Paiements d'avance	217		217	198		198
Total autres créances	2 139	(157)	1 982	2 160	(143)	2 017

Répartition des créances clients nettes entre encours non échus et encours échus (échancier de paiement) 31/12/2010 et 31/12/2009

	Encours non échus	Encours échus			Total
		0 à 6 mois	6 à 12 mois	> 12 mois	
Créances clients et comptes rattachés	4 585	1 370	240	429	6 624
Dépréciations des créances clients et comptes rattachés	(102)	(78)	(56)	(221)	(457)
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2010	4 483	1 292	184	208 ^(a)	6 167
Total créances clients et comptes rattachés 31/12/2009	4 479	1 268	236	149	6 132

(a) dont Colas : 106, Bouygues Construction : 84

L'analyse des créances échues de plus de 12 mois non dépréciées n'a pas révélé de risque de crédit complémentaire : TVA récupérable / compensation avec dettes fournisseurs, etc.

Trésorerie et équivalents de trésorerie active	31/12/2010			31/12/2009		
	Brut	Dépréciation	Net	Brut	Dépréciation	Net
Disponibilités	1 977		1 977 (a)	1 690		1 690
Équivalents de trésorerie	3 601	(2)	3 599 (b)	3 030	(7)	3 023
Total	5 578	(2)	5 576	4 720	(7)	4 713

(a) dont Bouygues SA : dépôts à terme inférieurs à 3 mois = 1054

(b) Les équivalents de trésorerie sont détenus pour 3 493 par Bouygues SA.

Les placements de trésorerie sont effectués par le Groupe auprès de banques françaises et étrangères de premier rang.

Les disponibilités et équivalents de trésorerie peuvent être facilement convertis en numéraire.

Elles sont valorisées à leur juste valeur.

L'intégralité des placements de trésorerie et d'équivalents de trésorerie est disponible à fin 2010.

La trésorerie nette présentée dans le tableau de flux de trésorerie comprend les éléments suivants au 31 décembre 2010 :

	31/12/2010	31/12/2009
Actif		
Liquidités	1 977	1 690
Placements	3 599	3 023
Sous-total trésorerie active	5 576	4 713
Passif		
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(294)	(258)
Sous-total trésorerie passive	(294)	(258)
Total	5 282	4 455

Répartition trésorerie et équivalents de trésorerie par devise au 31/12/2010	Euro	Livre sterling	Franc suisse	Autres devises Europe	Dollar US	Autres	Total
Disponibilités	1 329	103	53	68	38	386	1 977
Valeurs mobilières de placement	3 599						3 599
Instruments financiers							
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(133)			(87)		(74)	(294)
Total 31/12/2010	4 795	103	53	(19)	38	312	5 282
Total 31/12/2009	3 840	92	37	(51)	99	438	4 455

4.5 Analyse des amortissements et dépréciations d'actif, provisions au passif et au compte de résultat

	Dotations et reprises opérationnelles						31/12/2010
	01/01/2010	Change	Amortissements	Dépréciations et provisions	Reprises non utilisées	Autres flux (a)	
Amortissements, dépréciations sur immobilisations corporelles, incorporelles	(10 188)	(104)	(1 412)			771	(10 933)
Dépréciations goodwill	(34)	(1)		(47)		2	(80)
Dépréciations des participations non consolidées	(135)			(3)			(138)
Dépréciations autres actifs financiers non courants	(77)	(1)		(24)	4	2	(96)
Dépréciations stocks	(306)	(1)		(76)	22	55	(306)
Dépréciations créances clients et comptes rattachés	(377)	(6)		(211)	59	78	(457)
Dépréciations valeurs mobilières de placement	(7)					5	(2)
Dépréciations autres actifs courant	(167)			(39)	2	31	(173)
Total Actif	(11 291)	(113)	(1 412)	(400)	87	944	(12 185)
Provisions courantes et non courantes	(2 558)	(36)		(861)	289	366	(2 800)
Total Passif	(2 558)	(36)		(861)	289	366	(2 800)

(a) reprises sur cessions, changement de périmètre, dotations nettes financières

4.6 Autres actifs financiers courants

31

	31/12/2010	31/12/2009
Instruments financiers de couverture des dettes financières	13	21
Autres actifs financiers (créances financières à - 1 an / instruments financiers s/ BFR, etc)	18	201 ^(a)
Total	31	222

(a) dont Alstom Hydro holding : 175

NOTE 5 INFORMATION SUR LES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

5.1 Capital de Bouygues SA (en euros)

365 862 523 €

Au 31 décembre 2010, le capital social de Bouygues SA est constitué de 365 862 523 actions de un euro, dont l'évolution sur l'année 2010 a été la suivante :

	Au 01/01/2010	Variations 2010		Au 31/12/2010
		Réduction	Augmentation	
Actions	354 267 911		11 594 612 ^(a)	365 862 523
Nombre de titres	354 267 911		11 594 612	365 862 523
Nominal	1 €			1 €
Capital en euros	354 267 911		11 594 612	365 862 523

(a) augmentations de capital sur opération d'épargne salariale Bouygues Confiance 5 et levées de stocks-options

5.2 Part Groupe et intérêts minoritaires : détail par nature au 31/12/2010

	Capital	Prime d'émission	Réserves liées au capital	Report à nouveau	Réserves et résultat consolidés	Actions autocontrôles	Opérations affectées directement en capitaux propres	Total 31/12/2010
Part Groupe	366	2 345	806	1 467	4 574	(155)	(86)	9 317
Intérêts minoritaires					1 286		4	1 290
Capitaux propres d'ensemble	366	2 345	806	1 467	5 860	(155)	(82) ^(a)	10 607

(a) Solde cumulé à fin 2010 des opérations affectées en capitaux propres

5.3 Analyse de la rubrique des produits et charges comptabilisés directement en capitaux propres (variation en part Groupe)

	Renvoi	Exercice 2010 (part Groupe)	Exercice 2009 (part Groupe)
Réserve de conversion	1	32	6
Réserve de variations de juste valeur (instruments financiers)	2	21	(16)
Réserve des écarts actuariels	3	(12)	38
Impôts sur les opérations en capitaux propres		(4)	25
Quote part de retraitements des mises en équivalence (a)		(16)	(100)
Sous-total		21	(47)

(a) les produits et charges sur entités associées ont été reclassés sur la ligne quote part des retraitements des mises en équivalence.

	(intérêts minoritaires)	(intérêts minoritaires)
Autres produits et charges sur intérêts minoritaires	8	2
Total	29	(45)

Ces produits et charges, ainsi affectés, figurent sur l'état "produits et charges comptabilisés", présenté après le compte de résultat consolidé.

5.3.1 - Réserve de conversion

Principaux écarts de conversion au 31 décembre 2010 déterminés sur les états financiers consolidés des sociétés étrangères exprimés en devise (filiales intégrées et mises en équivalence) :

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
US dollar	(34)	21	(13)
Dollar canadien	7	23	30
Dollar australien	1	6	7
Livre sterling	(13)	1	(12)
Rand	(17)	(38)	(55)
Franc suisse	2	5	7
République Tchèque	6	3	9
Divers	(8)	43	35
Total	(56)	64 ^(b)	8 ^(a)

(a) Y compris variation de change cumulée des entités associées : 21 (dont Alstom +18 non ventilée)

(b) Répartition : filiales intégrées = +32, filiales mises en équivalence = +32

5.3.2 - Réserve de juste valeur (part Groupe)

Réserve incluant les variations sur appréciation des instruments financiers et autres actifs financiers (juste valeur sur instruments financiers de couverture et titres disponibles à la vente)

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Variation brute (sociétés intégrées)	32	21	53

. Principalement : instruments financiers de couverture sur taux de change et ajustement à la juste valeur des instruments financiers.

5.3.3 - Réserve d'écarts actuariels sur avantages du personnel (IAS19) (part Groupe)

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Variation brute (sociétés intégrées)	1	(12)	(11)

5.4 Analyse de la rubrique autres opérations avec les actionnaires (part Groupe)

Paiements fondés sur des actions (IFRS 2) : impacts sur capitaux propres consolidés

	2010	2009	(contrepartie de la charge affectée au compte de résultat)
Stocks-options : TF1 et Bouygues SA			
Affectation aux réserves :			
- TF1	1	1	
- Bouygues SA	25	25	Selon plans octroyés depuis mars 2004
Charge Groupe	26	26	
Opération d'actionnariat salarié 2009			Coût de l'avantage octroyé aux salariés
- opération Bouygues Partage 2		8	
- opération Bouygues Confiance 5	8		
Total	34	34	

NOTE 6 PROVISIONS NON COURANTES ET COURANTES

6.1 Provisions non courantes = 1 870

	Avantages au personnel à long terme (a)	Litiges, contentieux, réclamations travaux (b)	Garanties données (c)	Autres provisions non courantes (d)	Total
01/01/2009	493	332	319	538	1 682
Flux 2009					
Écarts de conversion	2		2		4
Changements de périmètre	(17)	(1)	1	(54)	(71)
Dotations	41	118	127	136	422
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(25)	(108)	(83)	(86)	(302) (e)
Gains et pertes actuariels	(39)				(39)
Virements de rubriques et divers		2	2	27	31
31/12/2009	455	343	368	561	1 727
Flux 2010					
Écarts de conversion	2		4	4	10
Changements de périmètre	20	(1)	(1)	37	55
Dotations	49	121	103	126	399
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(40)	(97)	(105)	(115)	(357) (f)
Gains et pertes actuariels	11				11
Virements de rubriques et divers	1	(2)	3	23	25
31/12/2010	498	364	372	636	1 870

Les provisions sont valorisées en fonction de la meilleure estimation du risque par le management, y compris celles affectées aux divers contrôles fiscaux du Groupe.

		dont principaux métiers concernés :	
(a) Avantages au personnel à long terme	498		
Indemnités de fin de carrière (IFC)	318	- Bouygues construction	131
Médailles du travail	124	- Colas	277
Autres avantages au personnel long terme	56	- TF1	31
		- Bouygues Telecom	38
(b) Litiges et contentieux	364		
Provisions sur litiges clients	198	- Bouygues Construction	193
Réclamations sous-traitants	37	- Bouygues Immobilier	39
Autres litiges personnel et divers	129	- Colas	118
(c) Garanties données	372		
Provisions pour garanties données	270	- Bouygues Construction	262
Provisions garanties complémentaires bâtiment / génie civil / travaux publics	102	- Bouygues Immobilier	27
		- Colas	83
(d) Autres provisions non courantes	636		
Risques liés aux contrôles administratifs divers	160	- Bouygues Construction	196
Provisions risques divers étranger	33	- Colas	271
Provisions filiales et participations	47	- Bouygues Telecom	104
Autres provisions non courantes	396		
(e) dont reprises de provisions non utilisées : (101)			
(f) dont reprises de provisions non utilisées : (157)			

6.2 Provisions courantes = 930

Provisions liées au cycle d'exploitation (voir note 2) :

	Provisions garanties données aux clients	Provisions risques chantiers travaux et fin de chantiers	Provisions pour pertes à terminaison chantiers	Autres provisions courantes	Total
01/01/2009	55	177	144	252	628
Flux 2009					
Écarts de conversion			6	1	7
Changements de périmètre	(1)	(3)		(2)	(6)
Dotations	34	153	168	134	489
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(26)	(82)	(84)	(135)	(327) (c)
Virements de rubriques	(3)	8		35	40
31/12/2009	59	253	234	285	831
Flux 2010					
Écarts de conversion		6	12	9	27
Changements de périmètre		(5)	1	(1)	(5)
Dotations	27	159	142	134	462
Reprises sur provisions (utilisées ou non)	(29)	(119)	(107)	(118)	(373) (d)
Virements de rubriques				(12)	(12)
31/12/2010	57	294 (e)	282 (b)	297 (a)	930

(a) autres provisions courantes : dont

- charges de réassurances	16
- litiges clients courants et garantie de passif (TF1)	45
- fidélisations clients (Bouygues Telecom)	27
- remise en état des sites	12
- garanties locatives (Bouygues Immobilier)	8
- provisions courantes diverses	189

Dont activités concernées :

- Challenger Réassurance	19
- Bouygues Construction	62
- Bouygues Immobilier	42
- Colas	78
- TF1	52
- Bouygues Telecom	38

(b) **provisions concernant l'activité construction** : Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel.

(L'indication de provisions individualisées par chantier n'est pas donnée en raison du caractère confidentiel et préjudiciable de celle-ci).

(c) **dont reprises de provisions non utilisées : (104)**

(d) **dont reprises de provisions non utilisées : (127)**

(e) Bouygues Construction et Colas pour l'essentiel

7.1 Actif d'impôt non courant

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Impôts différés actif	273	(12)	261
Bouygues construction	90	(34)	56
Bouygues Immobilier	42	(1)	41
Colas	102	36	138
Bouygues Telecom	19	(13)	6
Autres métiers	20		20
Créances fiscales à long terme			
Total impôt actif non courant	273	(12)	261

Actifs d'impôt différé provenant pour l'essentiel :

- des décalages fiscaux temporaires (provisions temporairement non déductibles fiscalement ...)
- des déficits fiscaux ayant une réelle probabilité de récupération (voir tableau 7.4)

7.2 Passif d'impôt non courant

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Impôts différés passif	89	23	112 (a)
Autres impôts long terme			
Total impôt passif non courant	89	23	112

(a) dont Colas : 96

7.3 Répartition des impôts différés nets par métier

Nature impôts différés nets par métier	Actif / passif d'impôt différé net 12/2009	Variation périmètre	Variation change	Flux 2010		Autres (a)	Actif et passif d'impôt différé net 12/2010
				produits	charges		
A - Déficits fiscaux							
Bouygues Construction	5			8			13
Bouygues Immobilier	2			1			3
Colas	18			11			29
TF1	8						8
Sous-total	33			20			53
B - Différences temporaires							
Bouygues Construction	84			1	(45)		40
Bouygues Immobilier	39					(1)	38
Colas	2	14	(2)	1	(6)	5	14
TF1	2	(7)		2	(11)	(2)	(16)
Bouygues Telecom	19				(13)		6
Bouygues SA et autres activités	5				15	(6)	14
Sous-total	151	7	(2)	4	(60)	(4)	96
Total	184	7	(2)	24	(60)	(4)	149^(b)

(a) Essentiellement impôt différé sur variation de juste valeur sur instruments financiers / gains et pertes actuariels sur avantages du personnel

(b) ● détermination de l'impôt différé net :

- Impôts différés actif : 261	}	149
- Impôts différés passif : (112)		

● principales sources d'impôts différés par nature :

	2010	2009
- Impôts différés actif sur avantages du personnel (principalement IFC)	138	137
- Impôts différés sur provisions fiscalement non déductibles temporairement	80	100
- Provisions réglementées	(127)	(106)
- Autres	58	53
	<u>149</u>	<u>184</u>

7.4 Délai de récupération des impôts différés actif

31/12/2010	Moins de 2 ans	2 à 5 ans	plus de 5 ans	Total
Délai de récupération estimé des impôts différés actif	55	47	159 ^(a)	261

(a) Colas principalement

7.5 Actifs d'impôts différés non comptabilisés

Montants des actifs d'impôts différés non comptabilisés à fin 2010 compte tenu de leur faible probabilité de récupération à cette date (déficits fiscaux pour l'essentiel) : ne concerne que les sociétés non intégrées fiscalement dans le régime d'intégration fiscale de Bouygues SA.

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Bouygues Construction	66	26	92
Bouygues Immobilier	40	8	48
Colas	34	24	58
TF1	24	4	28
Autres	4	(3)	1
Total impôts différés actif non comptabilisés	168	59	227

NOTE 8 DETTES FINANCIÈRES NON COURANTES ET COURANTES

7 744

Dettes financières non courantes	6 750
Dettes financières courantes	994

8.1 Répartition des emprunts portant intérêts par échéance

	Dettes financières courantes échéance 2011				Dettes financières non courantes						Total 12/2010	Total 12/2009
	Intérêts courus	1 à 3 mois	4 à 12 mois	Total échéance 2011	1 à 2 ans	2 à 3 ans	3 à 4 ans	4 à 5 ans	5 à 6 ans	6 ans et plus 2017 et plus		
Emprunts obligataires	150	751		901		709	754	997	599	3 026	6 085	6 065
Emprunts et dettes auprès d'établissements de crédit		8	24	32	49	27	15	338	12	115	556	284
Emprunts issus des locations financement		6	17	23	21	12	8	4	1	1	47	40
Emprunts et dettes financières divers		5	33	38	11	17	2	2	6	24	62	45
Total emprunts	150	770	74	994	81	765	779	1 341	618	3 166	6 750	6 434
Rappel au 31/12/2009	143	13	570	726	848	93	1 171	1 009	1 008	2 305		6 434

Répartition de la dette sur locations financement par métier (incluse en dettes financières)	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Long terme 12/2010	1		24	16	6		47
Court terme 12/2010			16	4	3		23
Long terme 12/2009	1		29		10		40
Court terme 12/2009			16	1	3		20

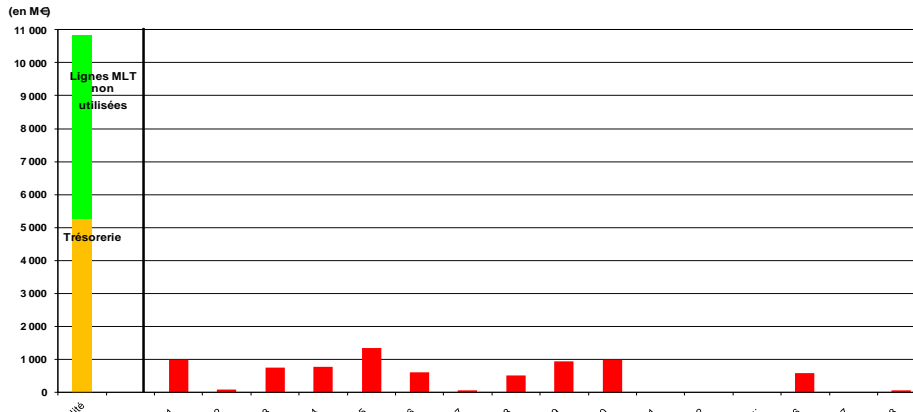
8.2 Lignes de crédit confirmées et utilisées

Description	Lignes confirmées - Échéances				Lignes utilisées - Échéances			
	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total	Moins d'un an	Un à cinq ans	Au-delà	Total
Emprunts obligataires (Bouygues SA pour l'essentiel)	901	2 460	3 625	6 986	901	2 460	3 625	6 986
Autres emprunts et dettes auprès d'établissement de crédit	1 134	4 586	416	6 136	32	429	127	588
Emprunts issus des locations financement	23	45	2	70	23	45	2	70
Emprunts et dettes financières diverses	38	32	30	100	38	32	30	100
Total des lignes de crédit	2 096	7 123	4 073	13 292	994	2 966	3 784	7 744

Lignes de crédit confirmées / non utilisées = 5 548

8.3 Liquidité au 31 décembre 2010

Au 31 décembre 2010, la trésorerie disponible s'élève à 5 271 millions d'euros (y compris -11 M€ d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net) auxquels s'ajoute un montant de 5 548 millions d'euros de lignes bancaires



Les emprunts obligataires à échéance 2013, 2015, 2016, 2018, 2019 et 2026 comportent une clause de "change of control" (clause de changement de contrôle de Bouygues SA).

Les crédits bancaires contractés par Bouygues SA ne comportent ni covenant financier, ni trigger event. Il en est de même pour ceux utilisés par les filiales de Bouygues SA.

8.4 Répartition de la dette financière courante et non courante selon nature de taux

Répartition de la dette financière courante et non courante, après prise en compte de l'ensemble des opérations de couverture de taux non échues à la clôture de l'exercice :

	12/2010	12/2009
Dettes à taux fixé (a)	92%	95%
Dettes à taux variable	8%	5%

(a) dettes à taux fixé pour plus d'un an

8.5 Risque de taux

Au 31 décembre 2010, la répartition des actifs financiers et des dettes financières par nature de taux est la suivante :

	Taux variable	Taux Fixe	Total
Passifs financiers (dettes financières)	908	6 836	7 744
Actifs financiers (*) (trésorerie nette)	5 271		5 271
Position nette avant gestion	(4 363)	6 836	2 473
Couverture de taux	(252)	252	
Position nette après gestion	(4 615)	7 088	2 473
Correctif lié à la saisonnalité de certaines activités	450		
Position nette après gestion et correctif	(4 165)		

(*) y compris -11 M€ de juste valeur d'instruments financiers liés à des opérations de couverture de l'endettement net

Ainsi, une hausse instantanée de 1 % de taux d'intérêts à court terme sur la position nette ci-avant engendrerait une diminution du coût de l'endettement financier net de 41,7 millions d'euros en année pleine.

8.6 Répartition de la dette financière court terme et long terme par devises

	Zone Europe			Dollar US	Dollar HK	Autres devises	Total
	Euro	Livre Sterling	Autres devises				
Long terme 12/2010	5 968	670	53	12	26	21	6 750
Court terme 12/2010	964	10	8	2	1	9	994
Long terme 12/2009	5 659	670	60	4		41	6 434
Court terme 12/2009	698	6	14			8	726

. Les dettes financières ventilées par métier figurent en note 16.

. Le détail des sûretés réelles et nantissements données par le Groupe figure en note 18.1 (répartition par métier)

**NOTE 9 PRINCIPAUX ÉLÉMENTS DE VARIATION
DE L'ENDETTEMENT NET**

(2 473)

9.1 Variations de l'endettement net

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Trésorerie et équivalents de trésorerie	4 713	863	5 576
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(258)	(36)	(294)
Trésorerie nette	4 455	827	(a) 5 282
Dettes financières long terme	(6 434)	(316)	(6 750)
Dettes financières (part à moins d'un an)	(726)	(268)	(994)
Instruments financiers nets	1	(12)	(11)
Endettement brut	(7 159)	(596)	(7 755)
Endettement net (passif)	(2 704)	231	(2 473)

(a) Trésorerie analysée au tableau des flux de trésorerie 2010 (flux nets + flux non monétaires)

9.2 Principales opérations sur endettement net au 31 décembre 2010

Endettement net au 31/12/2009	(2 704)
Acquisitions / cessions financières	(255) (a)
Dividendes versés	(674)
Opérations sur capital Bouygues SA	167 (b)
Effet périmètre	(36)
Exploitation	1 029
Endettement net au 31/12/2010	(2 473)

(a) dont TF1 : acquisition TMC/NT1 = -195

(b) dont augmentation de capital Bouygues Confiance 5= +194 ; exercice d'options de souscription = +37 ; acquisition d'actions propres Bouygues SA = -155 ; cession compte de liquidités actions propres = +83

Détail du passif courant :

	31/12/2010	31/12/2009
Avances et acomptes reçus	1 413	1 276
Dettes financières (part à moins d'1 an) (a)	994	726
Impôts courants	137	132
Fournisseurs et comptes rattachés (fournisseurs, effets à payer)	6 347	6 479
Provisions courantes (b)	930	831
Autres passifs courants, comptes de régularisations et assimilés		
Autres dettes opérationnelles (personnel, organismes sociaux, état)	2 450	2 457
Produits différés	1 794	1 934
Autres dettes non financières, comptes de régularisation et assimilés	1 845	1 828
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	294	258
Instruments financiers	24	20
Autres passifs financiers courants	19	18
Total	16 247	15 959

(a) voir analyse en note 8 : Dettes financières non courantes et courantes

(b) voir analyse en note 6.2 : Provisions courantes

NOTE 11 ANALYSE DU CHIFFRE D'AFFAIRES ET AUTRES PRODUITS DE L'ACTIVITÉ

11.1 Analyse par rubrique

	2010	2009
Ventes	2 722	2 469
Prestations de service	12 176	12 286
Contrats de construction	16 327	16 598
Chiffre d'affaires	31 225	31 353
Autres produits de l'activité	144	139
Autres produits de l'activité	144	139
Total activité	31 369	31 492

Il n'existe pas de contrats d'échanges de biens ou de services significatifs au 31 décembre 2010.

Bilan consolidé : informations relatives aux contrats de construction

	Bouygues Construction	Colas	Total
Travaux à facturer	415	375	790
Retenues de garantie	71	53	124
Travaux facturés d'avance	1 314	(321)	993
Avances reçues	854	(107)	747

11.2 Analyse par activité

Le chiffre d'affaires "production" des sociétés intégrées inclut le chiffre d'affaires comptable sur travaux, ventes et prestations de services.

ACTIVITE	Chiffre d'affaires 2010				Chiffre d'affaires 2009			
	France	International	Total	%	France	International	Total	%
BTP	4 875	4 127	9 002	29	4 978	4 187	9 165	29
Immobilier	2 206	203	2 409	8	2 719	252	2 971	9
Routes	6 598	4 994	11 592	37	6 629	4 882	11 511	37
Médias	2 199	390	2 589	8	1 991	348	2 339	7
Télécoms	5 621		5 621	18	5 352		5 352	16
Bouygues SA et filiales diverses	7	5	12		9	6	15	
CA consolidé	21 506	9 719	31 225	100	21 678	9 675	31 353	100
% d'évolution 2010/2009	-1%		0%					

11.3 Analyse par zone géographique

	Chiffre d'affaires 2010		Rappel 2009	
	Total	%	Total	%
France	21 506	69	21 678	69
Union européenne (27 membres)	3 171	10	3 820	12
Autres pays européens	1 106	4	1 012	3
Afrique	1 351	5	1 396	5
Moyen-Orient	127	1	140	
États-Unis, Canada	2 301	7	1 956	6
Amérique centrale et sud	145		188	1
Asie-Pacifique	1 367	4	1 048	3
Océanie	149		115	1
Divers	2			
Total	31 225	100	31 353	100

11.4 Répartition, selon nature de marchés, en France et à l'international (en %)

	2010			2009		
	France	International	Ensemble	France	International	Ensemble
Marchés publics (a)	32	54	39	32	51	38
Marchés privés	68	46	61	68	49	62

(a) chiffre d'affaires facturé directement aux services de l'État et collectivités locales (marchés de travaux et d'entretien pour l'essentiel) en France et à l'étranger

	2010	2009
Résultat opérationnel courant		
Chiffre d'affaires	31 225	31 353
Autres produits de l'activité	144	139
Consommations externes	(20 977)	(20 681)
Frais de personnel	(6 504)	(6 474)
Impôts et taxes	(633)	(706)
Dotations nettes aux amortissements, provisions et dépréciations		
Dotations aux amortissements	* (1 392)	(1 361)
Dotations nettes aux provisions et dépréciations	* (549)	(657)
Variations des stocks de production et de promotion immobilière	(116)	(286)
Autres produits d'exploitation	1 250	1 119
Reprises de provisions non utilisées et autres	* 371	257
Autres produits divers (a)	879	862
Autres charges d'exploitation (a)	(688)	(591)
Résultat opérationnel courant	* 1 760	1 855
Autres produits opérationnels (b)	108	
Autres charges opérationnels (c)	(77)	0
Résultat opérationnel	1 791	1 855

* Rubriques incluses dans le calcul de l'Ebitda

Voir note 16 pour répartition par métier.

(a) dont résultats nets sur cessions d'immobilisations : 39

(b)

Colas : badwill sur rachats d'intérêts minoritaires = 6

TF1 : Au 31 décembre 2010, les autres produits opérationnels d'un montant de 102 millions d'euros comprennent 95,9 millions d'euros représentant notamment le produit net constaté sur la réévaluation à la juste valeur des quotes-parts antérieurement détenues sur TMC et NT1.

(c)

Colas : - Amendes concurrence et litiges liés (31)M€

- Dépréciations de goodwill (27)M€

TF1 : Les autres charges opérationnelles incluent les dépréciations de goodwill et divers.

**NOTE 13 COÛT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET /
AUTRES PRODUITS ET CHARGES FINANCIERS**

**(330)
6**

13.1 ANALYSE DU COUT DE L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

	2010	2009
Charges financières	(394)	(425)
Produits financiers	64	81
Dont :		
<i>Sur locations financement</i>	(4)	(3)
<i>Sur instruments financiers</i>	(6)	0
Total coût de l'endettement financier net	(330)	(344)

	2010	2009
Charges d'intérêts sur endettement net	(346)	(381)
Charges d'intérêts liées à la trésorerie	(30)	(35)
Charges d'intérêts sur locations financement	(4)	(3)
Impacts nets des instruments financiers	(6)	0
Revenus sur valeurs mobilières et équivalents de trésorerie	56	75
Total coût de l'endettement financier net	(330)	(344)

13.2. AUTRES PRODUITS / CHARGES FINANCIERS

	2010	2009
Autres produits financiers	101	117
Autres charges financières	(95)	(92)
Total autres produits / charges financiers	6	25

Les autres produits et charges incluent la plus-value sur échanges de titres Alstom Hydro / la rémunération des investisseurs sur fonds appelés (immobilier d'entreprise) / les commissions d'engagements / les variations de juste valeur sur les "Autres actifs financiers courants" et divers.

NOTE 14 CHARGE D'IMPÔT**(482)****14.1 Analyse de la charge nette d'impôt**

	2010			2009		
	France	Etranger	Total	France	Etranger	Total
Impositions exigibles par les administrations fiscales	(326)	(120)	(446)	(395)	(137)	(532)
Impositions différées passif	(10)	(9)	(19)	2	3	5
Impositions différées actif	(24)	7	(17)	42	(2)	40
Total	(360)	(122)	(482)	(351)	(136)	(487)

Voir note 16 pour répartition par métier

14.2 Rapprochement entre taux d'impôt théorique et réel au compte de résultat consolidé (preuve de l'impôt)

Les différences constatées entre le taux d'imposition théorique de droit commun en vigueur en France et le taux effectif constaté en charges de l'exercice sont les suivantes :

	2010	2009
Résultat net (100 %)	1 263	1 456
Neutralisation :		
Charge d'impôt	482	487
Résultat des activités abandonnées	Néant	(14)
Résultat des entités associées	(278)	(393)
Résultat des activités intégrées poursuivies avant impôts	1 467	1 536
Taux d'imposition théorique en France	34,43%	34,43%
Création et utilisation de reports fiscaux déficitaires	3,36%	(0,88%)
Effets des différences permanentes	(6,22%)	0,69%
Impôts forfaitaires, de distribution et crédits d'impôts	1,11%	0,07%
Impôts hors taux liés aux résultats : écarts de taux d'imposition, plus-values à long terme, impositions étrangères	0,17%	(2,60%)
Taux effectif d'imposition	32,85%	31,71%

NOTE 15 RÉSULTAT NET DES ACTIVITES POURSUIVIES ET RÉSULTAT DILUÉ PAR ACTION

15.1 Résultat net des activités poursuivies

Le résultat net des activités poursuivies s'élève à 1 071 :

	2010	2009	Variation
Résultat net des activités poursuivies (100%)	1 263	1 442	(12%)
Part des intérêts minoritaires sur activités poursuivies	(192)	(137)	40%
Part du Groupe sur activités poursuivies	1 071	1 305	(18%)

15.2 Résultat net des activités poursuivies (et résultat dilué par action)

Le résultat net des activités poursuivies par action avant dilution est obtenu en ramenant le résultat net des activités poursuivies (part du Groupe) au nombre moyen pondéré d'actions en circulation au cours de l'exercice 2010 (à l'exclusion du nombre moyen des actions détenues ordinaires achetées à titre d'autocontrôle).

	2010	2009
Résultat net des activités poursuivies part du Groupe (en millions d'euros)	1 071	1 305
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	353 494 819	345 165 830
Résultat des activités poursuivies en euros par action	3,03	3,78

Le résultat net des activités poursuivies dilué par action est calculé par rapport au nombre moyen pondéré d'actions en circulation incluant la conversion potentielle de toutes les actions pouvant avoir un effet dilutif (options de souscriptions d'actions potentiellement et économiquement exerçables à la clôture de l'exercice).

	2010	2009
Résultat net des activités poursuivies utilisé pour la détermination du résultat dilué par action	1 071	1 305
Moyenne pondérée du nombre d'actions en circulation	353 494 819	345 165 830
Ajustement lié à l'effet dilutif des options sur les actions	1 518 148	1 056 524
Résultat des activités poursuivies dilué en euros par action	3,02	3,77

NOTE 16 INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle ci-après est présentée comme suit :

1. Analyse par activité (UGT.) : BTP (Bouygues Construction) ; Immobilier (Bouygues Immobilier) ; Routes (Colas) ; Médias (TF1) ; Télécoms (Bouygues Telecom) ; Bouygues SA et autres activités.

2. Analyse par zone géographique : France, Europe (hors France), Afrique, Asie-Pacifique, Amériques et Moyen-Orient. (Affectation en fonction du lieu de réalisation du chiffre d'affaires ou de la localisation des immobilisations).

Les cessions internes entre les différentes activités se réalisent en règle générale aux conditions de marché.

16.1 Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2010

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 2010
Compte de résultat							
Chiffre d'affaires total	9 235	2 418	11 661	2 622	5 636	132	31 704
Chiffre d'affaires inter-activité	(233)	(9)	(69)	(33)	(15)	(120)	(479)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 002	2 409	11 592	2 589	5 621	12	31 225
Dotations nettes aux amortissements	(155)	(4)	(470)	(91)	(664)	(8)	(1 392)
Dotations nettes aux provisions	(306)	(13)	(173)	(14)	(41)	(2)	(549)
Résultat opérationnel courant	315	204	365	230	692	(46)	1 760
Coût de l'endettement financier net	23	(2)	(30)	(18)	(9)	(294)	(330)
Charge d'impôt	(133)	(67)	(122)	(69)	(232)	141	(482)
Quote-part du résultat net des entités associées	(10)	(1)	69	6		214	278
Résultat net des activités poursuivies	203	112	223	229	444	52	1 263
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession							
Résultat net 100 %	203	112	223	229	444	52	1 263
Résultat part du Groupe	201	108	216	98	397	51	1 071
Bilan							
Immobilisations corporelles	560	13	2 454	186	2 798	148	6 159
Immobilisations incorporelles	74	3	68	147	695	3	990
Goodwill	347		1 063	1 468	2 651	2	5 531
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	56	41	138	3	6	17	261
Entités associées	67		555	14	1	4 383	5 020
Autres actifs non courants	257	14	168	181	9	30	659
Trésorerie et équivalents de trésorerie	521	61	368	39	20	4 567	5 576
Autres actifs							11 390
Total actif							35 586
Dettes financières non courantes	70	43	200	16	331	6 090	6 750
Provisions non courantes	782	94	750	46	148	50	1 870
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	3		96	11		2	112
Dettes financières courantes	3	5	50	4	31	901	994
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(2 721)	(363)	167	2	(174)	3 383	294
Autres passifs							25 566
Total passif							35 586
Endettement net ^(c)	2 856	376	(57)	17	(170)	(5 495)	(2 473)
Tableau des flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	509	195	814	297	1 327	102	3 244
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	221	4	474	43	680	1	1 423
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	14	8	26	203 ^(d)	1	3	255
Autres indicateurs							
Ebitda	606	184	894	319	1 367	(40)	3 330
Cash-flow libre	178	122	188	167	406	(52)	1 009

(a) dont Alstom = 218

(b) dont Alstom pour 4 366

(c) contribution de niveau métiers après maintien des comptes courants internes Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres activités)

(d) Dont acquisition TMC/NT1 195.

16.2 Analyse sectorielle par activité au 31 décembre 2009

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 2009
Compte de résultat							
							(a)
Chiffre d'affaires total	9 546	2 989	11 580	2 365	5 368	135	31 983
Chiffre d'affaires inter-activité	(381)	(18)	(69)	(26)	(16)	(120)	(630)
Chiffre d'affaires sur clients externes	9 165	2 971	11 511	2 339	5 352	15	31 353
Dotations nettes aux amortissements	(162)	(6)	(482)	(100)	(604)	(7)	(1 361)
Dotations nettes aux provisions	(347)	(81)	(183)	(14)	(25)	(7)	(657)
Résultat opérationnel courant	335	203	541	101	730	(55)	1 855
Coût de l'endettement financier net	26	(6)	(34)	(22)	(10)	(298)	(344)
Charge d'impôt	(124)	(49)	(172)	(15)	(246)	119	(487)
Quote-part du résultat net des entités associées	(7)		55	15		330	393
Résultat net des activités poursuivies	241	113	391	115	471	111	1 442
Résultat net d'impôt des activités arrêtées ou en cours de cession						14	14
Résultat net 100 %	241	113	391	115	471	125	1 456
Résultat part du Groupe	240	110	374	49	422	124	(a) 1 319
Bilan							
Immobilisations corporelles	411	15	2 312	191	2 737	261	5 927
Immobilisations incorporelles	48	3	60	136	739	2	988
Goodwill	326		1 086	1 091	2 651	2	5 156
Impôts différés actif, créances fiscales long terme	90	42	102	12	19	8	273
Entités associées	81		526	275		4 075	(b) 4 957
Autres actifs non courants	161	14	166	20	8	30	399
Trésorerie et équivalents de trésorerie	519	97	498	124	15	3 460	4 713
Autres actifs non affectés							11 522
Total actif							33 935
Dettes financières non courantes	347	91	212		293	5 491	6 434
Provisions non courantes	738	83	663	46	167	30	1 727
Impôts différés passif, dettes fiscales long terme	1	1	84	1		2	89
Dettes financières courantes	8	17	45	502	15	139	726
Concours bancaires courants et soldes créditeurs de banque	(3 121)	(156)	115	(443)		3 863	258
Autres passifs non affectés							24 701
Total passif							33 935
Endettement net (c)	3 285	146	116	73	(294)	(6 030)	(2 704)
Tableau de flux de trésorerie							
Capacité d'autofinancement	569	181	1 066	186	1 340	88	3 430
Acquisitions nettes d'immobilisations corporelles et incorporelles	142	6	362	70	683	7	1 270
Acquisitions nettes de titres consolidés et autres	(20)		8	(739) (d)	1	3	(747)
Autres indicateurs							
Ebitda	746	269	1 109	194	1 344	(46)	3 616
Cash-flow libre	329	120	498	79	401	(98)	1 329

(a) dont Alstom = 329

(b) dont Alstom pour 4 054

(c) contribution de niveau métiers après maintien des comptes courants internes Bouygues Relais et Uniservice (l'annulation intra-groupe de ceux-ci est réalisée en colonne Bouygues SA et autres activités)

(d) dont cession participation Canal+ France : 744

16.3 Analyse sectorielle par zone géographique

31/12/2010	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
Compte de résultat								
Chiffre d'affaires clients	21 506	3 171	1 108	1 351	1 516	2 446	127	31 225
Bilan								
Immobilisations corporelles (a)	4 629	381	82	222	171	666	8	6 159
Immobilisations incorporelles	943	25	1		2	19		990
Tableau des flux de trésorerie								
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	1 095	53	36	90	47	166	20	1 507

(a) y compris contrats de locations financement

31/12/2009	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Asie Pacifique Océanie	Amériques	Moyen-Orient	Total
Compte de résultat								
Chiffre d'affaires clients	21 678	3 820	1 012	1 396	1 163	2 144	140	31 353
Bilan								
Immobilisations corporelles (a)	4 643	387	77	164	142	510	4	5 927
Immobilisations incorporelles	952	24				12		988
Tableau de flux de trésorerie								
Prix d'acquisition liés aux immobilisations corporelles et incorporelles	1 067	55	17	74	63	87	2	1 365

(a) y compris contrats de locations financement

16.4 Présentation du compte de résultat par destination

31/12/2010	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Chiffre d'affaires consolidé	9 002	2 409	11 592	2 589	5 621	12	31 225
Coût des ventes	(7 664)	(2 001)	(10 166)	(1 959)	(4 067)	(3)	(25 860)
Marge brute	1 338	408	1 426	630	1 554	9	5 365
Coût de recherche et développement	(15)	(2)	(69)	(6)	(16)	(2)	(110)
Charges commerciales	(420)	(134)		(116)	(189)		(859)
Charges administratives	(588)	(68)	(992)	(278)	(657)	(53)	(2 636)
Résultat opérationnel courant	315	204	365	230	692	(46)	1 760

31/12/2009	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Chiffre d'affaires consolidé	9 165	2 971	11 511	2 339	5 352	15	31 353
Coût des ventes	(7 816)	(2 559)	(9 862)	(1 902)	(3 870)	(9)	(26 018)
Marge brute	1 349	412	1 649	437	1 482	6	5 335
Coût de recherche et développement	(12)	(1)	(70)	(21)	(19)	(2)	(125)
Charges commerciales	(438)	(149)		(110)	(185)		(882)
Charges administratives	(564)	(59)	(1 036)	(211)	(548)	(56)	(2 474)
Dépréciation des goodwill			(2)				(2)
Autres produits nets				6		(3)	3
Résultat opérationnel courant	335	203	541	101	730	(55)	1 855

NOTE 17 INSTRUMENTS FINANCIERS

Les tableaux ci-après présentent la somme des en-cours notionnels, au 31 décembre 2010, de chaque type de produit utilisé, avec répartition par maturité résiduelle pour les opérations de taux, par devise pour les opérations de change.

17.1 Couverture du risque de taux

Analyse par échéance

Date de l'échéance	En-cours au 31/12/2010				Total en-cours 31/12/2009
	2011	2012 à 2015	Au-delà	Total	
Swaps de taux					
- sur actifs financiers	1 711	2		1 713 ^(a)	851
- sur passifs financiers	240	640	150	1 030 ^(b)	1 569
Caps / floors					
- sur actifs financiers					-
- sur passifs financiers		150		150	150

(a) dont taux payé = taux fixe : 1 713

(b) dont taux payé = taux fixe : 1 030

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/2010	Totaux 31/12/2009
Swaps de taux								
- sur actifs financiers				100		1 613 ^(a)	1 713	851
- sur passifs financiers			150		880 ^(a)		1 030	1 569
Caps / floors								
- sur actifs financiers								-
- sur passifs financiers		150					150	150

(a) dont swaps de couverture de taux à départ décalé

Pour les couvertures de taux renouvelables, les montants sont indiqués dans la colonne correspondant à l'échéance la plus lointaine.

17.2 Couverture du risque de change

Analyse par devise d'origine

Devise	31 décembre 2010 (contre-valeur présentée en millions d'euros)					Total en-cours
	Dollar US	Livre sterling	Franc suisse	Autres	Total	31/12/2009
Achats et ventes à terme						
- achats à terme	215	5	1	127	348	419
- ventes à terme	162	20	1	212	395	247
Swaps de devises	59	143	97	227	526	401
Options de change						
- achats à terme						34
- ventes à terme						

Analyse par métier

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Totaux 31/12/2010	Totaux 31/12/2009
Achats et ventes à terme								
- achats à terme	165		14	132	37		348	419
- ventes à terme	291		75	29			395	247
Swaps de devises	12			25		489	526	401
Options de change								
- achats à terme								34
- ventes à terme								

17.3 Valeur de marché des instruments de couverture

Au 31 décembre 2010, la valeur de marché (net present value) du portefeuille d'instruments financiers de couverture est de - 30,1 millions d'euros. Ce montant est pour l'essentiel la résultante de la valeur actuelle nette de swaps de taux permettant de couvrir la dette du Groupe (couverture de juste valeur et couverture de flux de trésorerie) et de la valeur actuelle nette d'opérations de terme permettant de couvrir le risque de change découlant d'opérations commerciales.

La répartition de cette valeur de marché par type de couverture est la suivante :

- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de juste valeur d'un élément d'endettement net :	-13,5 millions d'euros
- opérations s'inscrivant dans le cadre d'une relation de couverture de flux de trésorerie :	-16,6 millions d'euros

En cas de translation de la courbe des taux de + 1,00 % [et respectivement - 1,00 %], la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à - 6,3 millions d'euros [respectivement - 52,1 millions d'euros].

En cas d'évolution uniforme défavorable de 1% de l'euro par rapport à toutes les autres devises, la valeur de marché du portefeuille d'instruments financiers de couverture s'établirait à - 37,3 millions d'euros.

Les calculs ont été effectués par le Groupe ou obtenus de contreparties bancaires avec lesquelles ils ont été contractés.

NOTE 18 ENGAGEMENTS HORS BILAN

Cette note présente les engagements de garantie, les engagements contractuels divers ; les contrats de location simple figurent en note distincte ci-dessous. (voir aussi notes 3, 4 et 8)

18.1 Engagements de garantie

	31/12/2010	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues sa et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2009
. Nantissement, hypothèques et sûretés réelles	115	17		98				14	35	66	136
. Avals, cautions et garanties donnés	252	35	2	67	4		144	172	62	18	150
Total engagements de garanties donnés	367	52	2	165	4		144	186	97	84	286
. Avals, cautions et garanties reçus	11		8		3			1	8	2	3
Total engagements de garanties reçus	11		8		3			1	8	2	3
SOLDE NET	356	52	(6)	165	1		144	185	89	82	283

Le Groupe est susceptible d'accorder dans le cadre de ses opérations courantes, des garanties pluri-annuelles (de type garantie décennale) qui font généralement l'objet de provisions sur une base statistique au passif du bilan. Les garanties de marché accordées par les établissements financiers aux clients du Groupe constituent pour ces établissements des engagements hors-bilan ; dans le cas où ces garanties pourraient donner lieu à paiement de sommes quelconques, elles feraient alors l'objet de provisions au bilan du Groupe.

18.2 Engagements contractuels divers

	31/12/2010	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues sa et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2009
. Transport d'images	119				119			56	60	3	160
. Maintenance réseau	133					133		80	53		152
. Obligations en matière de provision retraite (IFC)	41	15	2	22			2	3	11	27	45
. Autres	488	23	4		201	256	4	302	181	5	459 (a)
Total engagements contractuels divers donnés	781	38	6	22	320	389	6	441	305	35	816
. Transport d'images	119				119			56	60	3	160
. Maintenance réseau	133					133		80	53		152
. Obligations en matière de provision retraite (IFC)	41	15	2	22			2	3	11	27	45
. Autres	457				201 (a)	256		271	181	5	451 (a)
Total engagements contractuels divers reçus	750	15	2	22	320	389	2	410	305	35	808
SOLDE NET	31	23	4				4	31			8

(a) dont : engagements fermes ou optionnels de livrer ou recevoir des titres ; notamment l'accord signé avec le Groupe AB (option de vente) pour 155 M€ en 2010 et 192 M€ en 2009. La présentation des engagements contractuels divers a été harmonisée entre les différents métiers du groupe.

La présentation des engagements ci-avant n'omet pas l'existence d'engagements hors bilan significatifs, selon normes comptables en vigueur.

18.3 Contrats de location simple

	Bouygues sa										
	31/12/2010	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2009
Contrats de location simple											
. Locations simples données	1 442	31	31	165	146	1 069		244	811	387	1 518
. Locations simples reçues	1 442	31	31	165	146	1 069		244	811	387	1 518
Contrats de location simple nets											

Loyers futurs minima restant dus jusqu'à la date normale de renouvellement des contrats (ou date de première résiliation possible) au titre des baux de locations simples nés dans le cadre des activités courantes (terrains, constructions, matériels...)

Après réévaluation (augmentation prévisionnelle des loyers), ces montants pour l'essentiel tiennent compte d'un calcul d'actualisation (taux marginal d'endettement).

Bouygues Telecom : engagements donnés dans le cadre de l'exploitation concernant pour l'essentiel des baux commerciaux pour la location des immeubles et des terrains d'exploitation destinés à l'exploitation des sites techniques du réseau (dont loyers relatifs aux sites du réseau : 650 millions d'euros, et loyers immobiliers et divers : 136 millions d'euros, loyers des nouveaux locaux Sequana et Technopôle : 267 millions d'euros et divers : 16 millions d'euros).

18.4 Contrats de location-financement (déjà comptabilisés au passif du bilan)

	Bouygues sa										
	31/12/2010	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	et autres activités	A moins d'un an	De un à 5 ans	A plus de 5 ans	31/12/2009
. Location-financement	70	1		40	20	9		23	45	2	59

18.5 Autres engagements

Bouygues Telecom

Zones blanches

La convention signée en 2003 entre les trois opérateurs, l'État, les Collectivités territoriales et l'ARCEP prévoit la couverture de quelques 3000 communes en zones blanches. A fin 2010, plus de 98% des communes initialement prévues étaient couvertes. Par ailleurs, les opérateurs ont accepté, au-delà de leur engagement initial, de couvrir 364 nouvelles communes, portant le programme final à plus de 3300 communes à couvrir pour 2011.

Accord de partage d'installations de réseaux mobiles 3G

En février 2010, Bouygues Télécom, Orange et SFR ont conclu, sous l'égide de l'ARCEP, un accord de partage d'installations de réseau 3G dans les zones les moins denses du territoire. Cet accord, qui a été complété au mois de juillet pour prévoir l'arrivée ultérieure de Free Mobile, prévoit la couverture d'environ 3600 communes, dont notamment l'ensemble des communes du programme zones blanches 2G; il permettra d'offrir à l'horizon fin 2013 une couverture 3G équivalente à la couverture 2G, soit environ 99,8% de la population, au-delà des obligations de couverture 3G des opérateurs.

18.6 Actifs et passifs éventuels

Bouygues Telecom

Actifs éventuels :

Taxe sur les Services Audiovisuel

La loi audiovisuelle 2009-258 du 5 mars 2009 a instauré une taxe sur les services, due par tout opérateur de communications électroniques de 0,9% correspondant à la fraction du montant des encaissements annuels taxables, hors TVA, qui excède 5 millions.

Les opérateurs membres de la Fédération (FFT) ont exercé un recours contre cette taxe devant la Commission européenne.

Cette autorité vient d'ouvrir une procédure d'infraction contre la France concernant cette taxe.

NOTE 19 EFFECTIFS, ENGAGEMENTS ENVERS LE PERSONNEL ET PARTICIPATION

19.1 Effectif moyen

	2010	2009
Cadres	22 201	21 804
Agents de maîtrise et employés	21 761	21 246
Compagnons	32 241	31 143
Sous-total effectif France	76 203	74 193
Effectifs contrats expatriés et contrats locaux	61 205	70 161
Total effectif moyen	137 408	144 354

(a) Y compris Finagestion jusqu'au 30 septembre 2009

19.2 Engagements envers le personnel

	31/12/2009	Flux 2010	31/12/2010
Indemnités de fin de carrière (IFC)	311	7	318
Médailles du travail	104	20	124
Autres avantages post emploi (pension)	40	16	56
Total	455	43	498

19.3 Engagements envers le personnel, engagements en matière de retraite (avantages postérieurs à l'emploi) hors médaille du travail

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations sur les engagements du Groupe en matière de retraite.

19.3.1 Régimes à cotisations définies

	2010	2009
Montants comptabilisés en charges	(1 651)	(1 679)

Les cotisations définies présentées ci-dessus comprennent les cotisations versées :

- aux caisses d'assurance maladie et mutuelles ;
- aux caisses de retraite (régime obligatoire et régimes complémentaires) ;
- aux caisses d'assurance chômage.

Information sur les parties liées : voir note 20

19.3.2 Régimes à prestations définies

Charge nette comptabilisée dans le compte de résultat (charges opérationnelles)

(a)	Indemnités de fin de carrière		Pensions (b)	
	2010	2009	2010	2009
Coût des services rendus	(12)	2	(3)	0
Charges d'intérêt sur l'obligation	13	11	12	11
Rendement attendu des actifs du régime			(12)	(10)
Coût des services passés	3	4	(16)	(1)
Charge / produit net comptabilisé au compte de résultat	4	17	(19)	0

(a) Convention de signe :

- charge nette : signe positif
- produit net : signe négatif

(b) Colas : les pensions sont gérées par des fonds indépendants de l'entreprise.

Montants comptabilisés au bilan

	Indemnités de fin de carrière		Pensions ^(b)		Total	Total
	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009	2010	2009
Valeur actualisée des obligations	364	363	324	283	688	646
Juste valeur des actifs du régime (fonds dédiés)	1		(270)	(246)	(269)	(246)
Coût des services passés restant à comptabiliser	(42)	(47)	2	3	(40)	(44)
Divers	(5) ^(a)	(5) ^(a)			(5)	(5)
Passifs nets comptabilisés (provision)	318	311	56	40	374	351

Ratio : fonds dédiés / Valeur actualisée des obligations

83% 87%

(a) fonds TF1 résiduel pour une fraction des obligations.

(b) concerne notamment le groupe Colas au titre de fonds de pensions situés au Royaume Uni

Variations des éléments du bilan (provisions non courantes)

	Indemnités de fin de carrière		Pensions	
	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009
Au 1^{er} janvier	311	358	40	29
Charges comptabilisées	4	20	(19)	
Variations de périmètre et change	5		16	
Virements de rubriques et autres	7	(22)	(1)	
Ecart actuariels comptabilisés en capitaux propres	(9)	(45)	20	11
Au 31 décembre	318	311	56	40

Répartition par métier au 31 décembre 2010

	BTP	Immobilier	Routes	Médias	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière	6	1	(4)	(3)	3	1	4
Provisions non courantes (bilan) :							
- Indemnités de fin de carrière	103	6	145	23	29	12	318
- Pensions	1		55				56

Répartition par zone géographique au 31 décembre 2010

	France et Dom	Union européenne	Autres pays européens	Afrique	Amériques	Asie Pacifique	Moyen-Orient	Total
Charge nette d'indemnités de fin de carrière (a)	4							4
Provisions non courantes (bilan) :								
- Indemnités de fin de carrière	309			5	1	2	1	318
- Pensions	16	30				10		56

(a) La charge 2010 sur pensions n'est pas significative.

Principales hypothèses actuarielles utilisées pour l'évaluation des indemnités de fin de carrière

	2010	2009
Taux d'actualisation	4,62% (iboxx A10)	4,89% (iboxx A10)
Table de survie	INSEE	INSEE
Âge de départ en retraite (selon métiers) :		
- Cadres	63/65 ans	62/65 ans
- Etams / compagnons	62/63 ans	60/65 ans
Augmentation future des salaires (selon activité) (a)	2 à 4%	2 à 4%

(a) taux d'inflation inclus

19.4 Participation au capital

19.4.1 Stock-options

Nombre total d'options pouvant effectivement (juridiquement et économiquement) être exercées : 6 192 274

Cours de Bourse au 31/12/2010 : 32,255 euros

Plan	Solde au 31/12/2010	Date d'attribution	Date minimale d'exercice normal	Date minimale d'exercice PEE	Cours de levée (€)	Nombre d'options économiquement exerçables
2004.03	2 263 290	15/03/2004	15/03/2008	15/03/2005	25,15	2 263 290
2005.06	2 771 916	21/06/2005	21/06/2009	21/06/2006	31,34	2 771 916
2006.09	3 553 139	05/09/2006	05/09/2010	05/09/2007	40,00	-
2007.06	4 251 650	05/06/2007	05/06/2011	05/06/2008	63,44	-
2008.03	4 290 700	31/03/2008	31/03/2012	31/03/2009	43,23	-
2009.04	4 628 272	01/04/2009	01/04/2013	01/04/2010	25,95	1 157 068
2010.06	4 113 550	30/06/2010	30/06/2014	30/06/2011	34,52	-
					Total	6 192 274

Pour être effectivement exerçables, les options doivent remplir deux conditions :

- 1) être juridiquement exerçables au 31/12/2010, soit par exercice normal, soit par exercice partiel anticipé dans le cadre du PEE.
- 2) être économiquement exerçables au 31/12/2010 : pour qu'une option soit économiquement exerçable, son prix d'exercice doit être inférieur au cours de clôture au 31/12/2010, soit 32,255 €.

NOTE 20 INFORMATIONS SUR LES PARTIES LIÉES ET LES AVANTAGES DES ORGANES D'ADMINISTRATION ET DE DIRECTION

20.1 Informations sur les parties liées

Transactions	Charges		Produits		Créances		Dettes	
	2010	2009	2010	2009	31/12/2010	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009
Parties liées en amont	5	6	1	1	2			
Coentreprises	25	53	156	170	236	179	113	123
Entités associées	7	13	101	257	64	57	10	22
Autres parties liées	34	29	17	10	66	32	45	31
Total	71	101	275	438	368	268	168	176
Échéances								
moins d'un an					295	231	165	173
de 1 à 5 ans					30	20	3	3
plus de 5 ans					43	17		
dont dépréciations pour créances douteuses (sociétés non consolidées pour l'essentiel)					77	77		

Identité des parties liées :

- Parties liées en amont : SCDM (société contrôlée par Martin et Olivier Bouygues) ;
- Coentreprises : principalement sociétés de carrières / SEP de travaux/ sociétés de promotion immobilière;
- Entités associées : notamment transactions avec les sociétés concessionnaires;
- Autres parties liées : essentiellement transactions avec des sociétés non consolidées détenues par le groupe.

20.2 Informations sur les rémunérations et avantages alloués aux membres des organes d'administration et de direction (Bouygues)

La rémunération des principaux dirigeants concerne les membres du comité de direction générale du Groupe présents au 31 décembre 2010.

Les rémunérations directes s'élèvent à 15.721.071€ dont 7.321.699 € de rémunération de base, 8.399.372 € de rémunération variable payée en 2011 et liée aux performances réalisées en 2010 et 470.199 € de jetons de présence. Les jetons de présence alloués aux administrateurs et aux censeurs non dirigeants sont de 455.962 €.

Avantages à court terme : néant.

Avantages postérieurs à l'emploi : les membres du comité de direction générale bénéficient d'un régime de retraite additive de 0,92 % du salaire de référence par année d'ancienneté dans le régime. Cette retraite additionnelle annuelle est plafonnée à huit fois le plafond annuel de la sécurité sociale. Ce régime complémentaire a été externalisé auprès d'une compagnie d'assurance. La contribution versée en 2010 au fonds des actifs constitué par la compagnie d'assurance s'est élevée à 1.100.000€.

Avantages à long terme : néant.

Indemnités de fin de contrat concernent les indemnités de fin de carrière pour un montant de 391.354 €.

Paiement en actions : le nombre de titres attribués le 1er juin 2010 (stock-options) aux membres du comité de direction générale est de 1.120.000 au prix d'exercice de 34,52 €. La date minimale d'exercice est le 1er juillet 2014. La charge comptabilisée en 2010 ressort à 218.262 €.

NOTE 21 INFORMATIONS COMPLÉMENTAIRES SUR LE TABLEAU DE FLUX DE TRÉSORERIE

21.1 Informations sur les flux de trésorerie des filiales acquises ou sortantes

Présentation par métier des flux de trésorerie nets résultant des acquisitions et sorties de filiales.

- Sur activités poursuivies

Filiales acquises / sortantes	BTP	Immobilier	Routes	Médias (a)	Télécoms	Bouygues SA et autres activités	Total 12/2010
Trésorerie	53	21	(21)	(4)	-	2	51
Stocks	(1)	(4)	(4)	(27)	-	-	(36)
Clients et créances	11	(18)	(60)	(40)	-	0	(107)
Immobilisations	1	1	(50)	(16)	-	0	(64)
Goodwill	(1)	0	7	(181)	-	(222)	(397)
Fournisseurs et dettes courantes	(60)	(15)	20	70	-	1	16
Dettes à long terme	-	-	4	-	-	(2)	2
Provisions non courantes	(2)	7	49	1	-	-	55
Impôts LT	(2)	0	32	0	-	0	30
Coût d'acquisition ou de cession net	(1)	(8)	(23)	(197)	0	(221)	(450)
Trésorerie acquise ou cédée	(53)	(21)	21	4	-	(2)	(51)
Dettes nettes sur immobilisations financière	-	1	2	0	-	(2)	1
Flux de trésorerie net résultant de l'acquisition ou de sortie des filiales	(54)	(28)	0	(193)	0	(225)	(500)

(a) acquisition TMC / NT1 pour l'essentiel

- Sur activités non poursuivies : NEANT

NOTE 22 HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Honoraires des commissaires aux comptes et des membres de leur réseau, en charge des contrôles des comptes consolidés de Bouygues et sociétés faisant l'objet d'une intégration, affectés en compte de résultat consolidé au 31/12/2010.

en milliers d'euros

Missions	Réseau Mazars		%		Réseau Ernst & Young		%		Autres réseaux (a)				Total Charge	
	Montant (HT)				Montant (HT)									
	12/2010	12/2009	12/2010	12/2009	12/2010	12/2009	12/2010	12/2009	12/2010	12/2009	12/2010	12/2009	12/2010	12/2009
A - Audit														
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés (1)	6 341	5 379	96%	96%	4 226	3 696	94%	92%	7 445	8 024	91%	87%	18 012	17 099
- Bouygues SA	218	216			219	217			0	0			437	433
- Filiales intégrées	6 123	5 163			4 007	3 479			7 445	8 024			17 575	16 666
Missions accessoires (2)	148	236	2%	4%	287	311	6%	8%	203	77	2%	1%	638	624
- Bouygues SA	30				21	10				0			51	10
- Filiales intégrées	118	236			266	301			203	77			587	614
Sous-total 1	6 489	5 615	98%	100%	4 513	4 007	100%	100%	7 648	8 101	93%	88%	18 650	17 723
B - Autres prestations (3)														
Juridique, fiscal, social	84	0	1%		0	0	0%		413	638	5%	7%	497	638
Autres	40	0	1%		0	0	0%		114	450	2%	5%	154	450
Sous-total 2	124	0	2%	0%	0	0	0%	0%	527	1 088	7%	12%	651	1 088
Total charge d'honoraires	6 613	5 615	100%	100%	4 513	4 007	100%	100%	8 175	9 189	100%	100%	19 301	18 811

(a) Pour la pertinence de l'information d'ensemble, la charge d'honoraires affectée aux "Autres réseaux" des commissaires aux comptes est présentée dans ce tableau.

(1) y compris les prestations des experts indépendants ou membres du réseau du commissaire aux comptes, auxquels celui-ci a recours dans le cadre de la certification des comptes.

(2) Cette rubrique reprend les diligences et prestations directement liées rendues à l'émetteur ou à ses filiales :

- par le commissaire aux comptes dans le respect des dispositions de l'article 10 du code de déontologie,
- par un membre du réseau dans le respect des dispositions des articles 23 et 24 du code de déontologie.

(3) Il s'agit des prestations hors Audit rendues, dans le respect des dispositions de l'article 24 du code de déontologie, par un membre du réseau aux filiales de l'émetteur dont les comptes sont certifiés.

NOTE 23 PRINCIPAUX TAUX DE CONVERSION

Convention : 1 unité monétaire locale = x euros

Pays	Unité monétaire	Cours de clôture		Cours moyen annuel	
		31/12/2010	31/12/2009	31/12/2010	31/12/2009
EUROPE					
Danemark	Couronne danoise	0,134165	0,134376	0,134269	0,134299
Grande-Bretagne	Livre sterling	1,161778	1,125999	1,168215	1,123622
Hongrie	Forint hongrois	0,003598	0,003698	0,003617	0,003553
Pologne	Zloty polonais	0,251572	0,243635	0,249695	0,230048
République tchèque	Couronne tchèque	0,039903	0,037774	0,039583	0,037742
Roumanie	Nouveau leu roumain	0,234632	0,236055	0,237141	0,235754
Suisse	Franc suisse	0,799744	0,674036	0,729949	0,663291
AMÉRIQUE DU NORD					
États-Unis	Dollar US	0,748391	0,694155	0,757189	0,716174
Canada	Dollar canadien	0,750638	0,661026	0,732055	0,632161
AUTRES					
Maroc	Dirham marocain	0,089497	0,088464	0,089724	0,088884
Thaïlande	Baht thaïlandais	0,024894	0,020839	0,023913	0,020901
Hong-Kong	Dollar Hong-Kong	0,096287	0,089518	0,097455	0,092393
Communauté financière africaine	Franc CFA	0,001524	0,001524	0,001524	0,001524
Afrique du Sud	Rand sud africain	0,112835	0,093756	0,103544	0,086801

NOTE 24 : Liste des principales sociétés consolidées au 31 décembre 2010

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2010	2009	2010	2009
FRANCE					
INTÉGRATION GLOBALE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Bouygues Construction SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment Ile-de-France SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues Bâtiment International SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Bouygues TP SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Axione	Malakoff	99,97	99,97		
Bati-RénoV SA	Orly	99,32	99,32		
Brézillon SA	Noyon	99,32	99,32		
Challenger SNC	Paris	99,97	(b)		
DTP Terrassement SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
DV Construction SA	Mérignac	99,97	99,97		
ETDE SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
Exprimm IT	Villebon sur Yvette	99,97	99,97		
Exprimm SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,97	99,97		
GFC Construction SA	Caluire et Cuire	99,97	99,97		
GTB Construction SA	Nantes	99,97	99,97		
Mainguy SAS	Vertou	99,97	99,97		
Norpac SA	Villeneuve d'Ascq	99,97	99,97		
Pertuy Construction SA	Maxéville	99,97	99,97		
Quille SA	Rouen	99,97	99,97		
Serma SAS	Champforgueil	99,97	99,97		
Sodéarif SA	Saint-Quentin-en-Yvelines	99,96	99,96		
<u>IMMOBILIER</u>					
Bouygues Immobilier	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SLC	Lyon	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Entreprises Ile-de-France	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Est	Strasbourg	Déconsolidation	100,00		
SNC Bouygues Immobilier Paris	Issy-les-Moulineaux	100,00	100,00		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

(b) antérieurement détenu par Bouygues SA

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2010	2009	2010	2009
<u>ROUTES</u>					
Colas SA et ses filiales régionales (Colas, Screg, et Sacer)	Boulogne-Billancourt	96,62	96,62		
Aximum	Chatou	96,61	96,61	100,00	100,00
Colas Guadeloupe	Baie-Mahault (Guadeloupe)	96,61	96,61	100,00	100,00
Colas Martinique	Le Lamentin (Martinique)	96,61	96,61	100,00	100,00
Colas Rail	Maisons-Laffitte	96,61	96,61	100,00	100,00
Grands Travaux Océan Indien (GTOI) SA	Le Port (La Réunion)	96,61	96,61	99,99	99,99
Smac et ses filiales	Boulogne-Billancourt	96,61	96,61	100,00	100,00
Société de la Raffinerie de Dunkerque	Dunkerque	96,61	-	100,00	-
Spac et ses filiales	Clichy	96,61	96,61	100,00	100,00
<u>COMMUNICATION</u>					
Télévision Française 1 SA	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02		
Dujardin et ses filiales	Cestas	43,09	43,02	100,00	100,00
E-TF1	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
Eurosport SA et ses filiales	Issy-les-Moulineaux	43,09	43,02	100,00	100,00
La Chaîne Info	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
NT1	Boulogne-Billancourt	43,09	-	100,00	-
Télé Monte Carlo	Monaco	43,09	IP en 2009	100,00	-
Téléshopping	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
TF1 Droits Audiovisuels	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
TF1 Entreprises	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
TF1 Publicité	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
TF1 Vidéo	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
TV Breizh	Lorient	43,09	43,02	100,00	100,00
Une Musique	Boulogne-Billancourt	43,09	43,02	100,00	100,00
<u>TÉLÉCOMMUNICATIONS</u>					
Bouygues Telecom SA et ses filiales	Paris	89,55	89,55		
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Bouygues Relais SNC	Paris	100,00	100,00		
Challenger SNC	Paris	Cession à Bouygues Construction	100,00		
GIE 32 Hoche	Paris	90,00	90,00		
Société Française de Participation & Gestion (SFPG) SA et ses filiales	Paris	99,76	99,76		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2010	2009	2010	2009
INTÉGRATION PROPORTIONNELLE					
<u>ROUTES</u>					
Carrières Roy	Saint-Varent	48,29	48,29	49,98	49,98
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Serendipity et ses filiales	Paris	50,00	50,00		
MISE EN ÉQUIVALENCE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Adelac SAS	Beaumont	46,09 (b)	45,86		
Autoroute de liaison Seine-Sarthe SA	Bourg-Achard	33,16	33,16		
Axione Infrastructures SAS et ses filiales	Saint-Quentin-en-Yvelines	15,00	15,00		
Consortium Stade de France SA	Saint-Denis	33,32	33,32		
<u>ROUTES</u>					
Cofiroute	Sèvres	16,11	16,11	16,67	16,67
<u>COMMUNICATION</u>					
Groupe AB	La Plaine Saint-Denis	(c)	14,41	-	33,50
Métro France Publications	Paris	14,78	14,76	34,30	34,30
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Alstom	Levallois-Perret	30,77	29,80		
Finagection et ses filiales (Afrique)	Saint-Quentin-en-Yvelines	21,50	21,50		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

(b) 39,19% Bouygues Construction, 6,90% Colas

(c) Voir note 1

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2010	2009	2010	2009
INTERNATIONAL					
INTÉGRATION GLOBALE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Acieroid SA	Barcelone / Espagne	99,97	99,97		
Bouygues Thai Ltd	Bangkok / Thaïlande	48,99	48,98		
Bouygues UK Ltd	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Bymaró	Casablanca / Maroc	99,96	99,96		
David Webster Lighting et ses filiales	Harlow / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Dragages et TP (Hong-Kong) Ltd	Hong-Kong / Chine	99,97	99,97		
DTP Singapour Pte Ltd	Singapour	99,97	99,97		
Ecovert FM	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
ETDE Contracting Ltd	Derbyshire / Royaume-Uni	99,97	99,97		
ETDE Gabon	Libreville / Gabon	84,39	84,39		
ETDE Hungary	Gyor / Hongrie	99,97	99,97		
Icel Maidstone Ltd et ses filiales	Londres / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Karmar SA	Varsovie / Pologne	99,97	99,97		
Kohler Investment SA	Luxembourg	99,97	99,97		
Losinger Construction AG	Köniz / Suisse	99,97	99,97		
Marazzi Holding AG et ses filiales	Berne / Suisse	99,97	99,97		
Prader Losinger SA	Sion / Suisse	99,64	99,64		
VCES Holding s.r.o. et ses filiales	Pardubice / République tchèque	99,97	99,97		
VSL International Ltd	Berne / Suisse	99,87	99,82		
Warings Construction Group Holding Ltd et ses filiales	Portsmouth / Royaume-Uni	99,97	99,97		
Westminster Local Education Partnership Ltd	Londres / Royaume-Uni	79,98	79,98		
<u>IMMOBILIER</u>					
Bouygues Inmobiliaria SA	Madrid / Espagne	100,00	100,00		
Parque Empresarial Cristalia SL	Madrid / Espagne	100,00	100,00		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt

Sociétés	Ville / Pays	% d'intérêt		% contrôle direct et indirect ^(a)	
		2010	2009	2010	2009
<u>ROUTES</u>					
Colas Belgium et ses filiales	Bruxelles / Belgique	96,61	96,61	100,00	100,00
Colas Canada Inc.	Montréal Québec / Canada	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas Cz	Prague / République tchèque	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas Danmark A/S	Virum / Danemark	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas Gabon	Libreville / Gabon	86,86	86,86	89,99	89,90
Colas Hungaria et ses filiales	Budapest / Hongrie	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas Inc. et ses filiales	Morristown New Jersey / Etats Unis	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas Ltd et ses filiales	Rowfant / Royaume-Uni	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas du Maroc et ses filiales	Casablanca / Maroc	96,61	96,61	100,00	100,00
Colas Polska	Sroda-Wielkopol / Pologne	96,62	96,62	100,00	100,00
Colas SA et ses filiales	Lausanne / Suisse	95,87	95,87	99,22	99,22
<u>FILIALES DIVERSES</u>					
Challenger Réassurance	Luxembourg	99,99	99,99		
Uniservice	Genève / Suisse	99,99	99,99		
INTÉGRATION PROPORTIONNELLE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Bombela Civils Jv Ltd	Johannesburg / Afrique du Sud	44,99	44,99		
MISE EN ÉQUIVALENCE					
<u>CONSTRUCTION</u>					
Bina Fincom	Zagreb / Croatie	44,99	44,99		
Hermes Airports Ltd	Nicosia / Chypre	21,99	21,99		

(a) Si le pourcentage de contrôle est différent du pourcentage d'intérêt